



Millennium Challenge Account – Morocco

-Compact II-

Plan de Suivi et d'Évaluation¹

Décembre 2017

¹ Ce document est une traduction non officielle en français du plan de S&E de l'anglais. En cas de divergence, la version anglaise fait foi.

Table des matières

1. PREAMBULE	6
2. OBJECTIFS DU PLAN DE SUIVI ET D'EVALUATION	7
2.1 Introduction.....	7
2.2 Cadre logique du programme.....	8
2.2.1 Contexte du Compact.....	8
2.2.2 Cadre Logique du Compact	10
2.2.2.1 Projet « Éducation et formation pour l'employabilité » (220 millions \$).....	12
2.2.2.1.1 Activité « Développement de la Formation Professionnelle et de l'emploi » (107,42 millions \$)	14
2.2.2.1.1.1 Programme de la Formation Professionnelle (80,42 millions \$)	14
2.2.2.1.1.2 Programme de l'Emploi (27 millions \$)	17
2.2.2.1.2 Activité « Éducation secondaire » (112,6 millions \$).....	19
2.2.2.2 Project « Productivité du foncier » (170.5 millions \$).....	23
2.2.2.2.1 Activité « Gouvernance du foncier » (10,5 millions \$)	24
2.2.2.2.2 Activité « Foncier rural » (33 millions \$)	27
2.2.2.2.3 Activité « Foncier industriel » (127 millions \$).....	30
2.3 Retombées économiques prévues	33
2.3.1 Analyse économique du projet « Éducation et formation pour l'employabilité».....	33
2.3.2 Analyse économique du Projet « Productivité du foncier »	34
2.3.3 Analyse des bénéficiaires du Compact	35
3. COMPOSANTE SUIVI.....	37
3.1 Résumé de la Stratégie de Suivi.....	37
Désagrégation de données.....	38
Sources de données	38
3.2 Revue de la qualité des données	39
3.3 Exigences en matière d'établissement de rapports standards	39
3.3.1 Établissement de rapports pour MCC: Dossier de Demande de Déboursement Trimestrielle.....	39
3.3.2 Établissement de rapports pour l'Agence MCA-Morocco et les Parties Prenantes.....	40
4. COMPOSANTE EVALUATION.....	40
4.1 Résumé de la stratégie d'évaluation	40
4.1.1 Évaluations indépendantes.....	41
4.1.2 Évaluation Interne	41
4.1.3 Études spécifiques.....	41
4.1.4 Évaluation à mi-parcours de toutes les activités du Compact.....	41
4.1.4.1 Questions d'évaluation.....	42
4.1.4.2 Méthodologie d'évaluation	42
4.1.4.3 Sources de données	42

4.2 Résumé des plans d'évaluation spécifiques	43
4.3 Évaluations d'impact et de performance de MCC	44
4.3.1 Activité « Éducation secondaire »	44
4.3.1.1 Questions d'évaluation.....	44
4.3.1.2 Description de la méthodologie d'évaluation	45
4.3.1.3 Sources de données	46
4.3.2 Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »	47
4.3.2.1 Questions d'évaluation.....	48
4.3.2.2 Sources de données	48
4.3.3 Projet « Productivité du foncier »	48
4.3.3.1 Activité « Gouvernance du foncier»	48
4.3.3.2 Activité « Foncier rural »	49
4.3.3.3 Activité « Foncier industriel »	50
5. MISE EN ŒUVRE ET GESTION DU PLAN DE S&E.....	51
5.1 Responsabilités	51
5.2 Système d'Information de Gestion de S&E de l'Agence MCA-Morocco	53
5.3 Examen et révision du Plan de S&E	53
6. BUDGET S&E	54
ANNEXE I: TABLEAU DE DOCUMENTATION DES INDICATEURS	56
Annexe I. 1: Tableau de documentation des indicateurs pour le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »	56
A. Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »	56
B. Activité «Éducation secondaire »	61
ANNEXE I. 2: TABLEAU DE DOCUMENTATION DES INDICATEURS POUR LE PROJET « PRODUCTIVITE DU FONCIER »	67
A. Activité « Gouvernance du foncier »	67
B. Activité « Foncier rural »	72
C. Activité « Foncier industriel »	77
ANNEXE II: TABLEAU DES SITUATIONS DE REFERENCE DES INDICATEURS ET CIBLES.....	80
A. Activité «Développement de la formation professionnelle et de l'emploi»	80
A.1 Programme de la formation professionnelle	80
A.2 Programme de l'emploi.....	83
B. Activité «Éducation secondaire »	85
Annexe II. 2:Tableau des situations de référence des indicateurs et cibles pour le projet «productivité du foncier»	89
A. Activité «Gouvernance du foncier»	89
B. Activité «Foncier rural»	92

A. Activité «Foncier industriel »	95
ANNEXE III: MODIFICATIONS APORTEES AU PLAN S&E.....	97
ANNEXE IV :INDICATEURS POST-COMPACT ET D'EVALUATION	109

Liste des acronymes

AB	Analyse des Bénéficiaires
AC	Analyse des Contraintes
RAC	Rapport d'Achèvement du Compact
RQD	Examen de la Qualité des Données
TRE	Taux de Rentabilité Économique
PSE	Performance Sociale et Environnementale
GdM	Gouvernement du Royaume du Maroc
GIS	Genre et Inclusion Sociale
ITT	Indicator Tracking Table (Tableau de Suivi des Indicateurs)
S&E	Suivi et Évaluation
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
PdC	Point de Contact
DDDT	Dossier de Demande de Déboursement Trimestrielle
ESG	Évaluation Sociale et de Genre
TDR	Termes de Référence
AE	Accord d'Exécution
FBCF	Formation Brute du Capital Fixe
NEET	Not in Education, Employment or Training
FP	Formation Professionnelle
FBR	Financement Basé sur les Résultats
PPP	Partenariat Public-Privé
ANAPEC	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
E&M	Entretien et Maintenance
CEDFI	Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel
FONZID	Fonds des zones industrielles durables
INDH	Initiative Nationale de Développement Humain
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
UGP	Unités de gestion des projets
PEI	Projet d'établissement intégré
ERC	Essai Randomisé Contrôlé
MIAES	Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements de l'Enseignement Secondaire
RAC	Rapport d'Achèvement du Compact
ANCFCC	Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie
ORMVAG	Office Régional de Mise en Valeur du Gharb
PNEA	Programme National d'Evaluation des Acquis
PISA	Program for International Student Assessment
AREF	Académies Régionales d'Education et de Formation
SIG	Système d'Information de Gestion

1. Préambule

Le Plan de Suivi et d'Évaluation (S&E) de l'Agence MCA-Morocco est préparé et adopté conformément aux dispositions prévues dans le Compact signé le 30 novembre 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de l'agence gouvernementale Millennium Challenge Corporation (MCC), en particulier à l'annexe III de cet accord. L'élaboration de ce plan est régie par les principes stipulés par la Politique de Suivi et d'Évaluation des Compacts de MCC.

Le plan de S&E est considéré comme un document qui doit scrupuleusement être mis en œuvre puisqu'il fait partie du package de la demande de déboursement trimestrielle. Toute objection de MCC aux documents de reporting est susceptible de suspendre les déboursements.

Ce plan de S&E sera actualisé chaque fois que nécessaire tel que décrit dans la politique de suivi et d'évaluation de MCC et conformément aux dispositions du Compact.

2. Objectifs du Plan de Suivi et d'Évaluation

2.1 Introduction

Le plan de Suivi et d'Évaluation de l'Agence MCA-Morocco constitue un outil d'aide à la décision en matière de mise en œuvre et de gestion du Compact. Ce plan permet à l'Agence MCA-Morocco, aux membres de son Conseil d'Orientation Stratégique, à son Comité de gestion, aux unités de gestion des projets (UGP), aux bénéficiaires et aux autres parties prenantes de mieux comprendre les progrès réalisés en termes d'atteinte des objectifs et des résultats du Compact, et de constater les écarts entre les objectifs définis et les réalisations réelles tout au long de la mise en œuvre du Compact.

Ce Plan de Suivi et d'Évaluation est un outil de gestion qui remplit les fonctions suivantes:

- *Décrit le cadre logique du Compact et les résultats escomptés.* Il fournit des détails sur les impacts attendus du Compact et de chacune de ses composantes dans les domaines économiques, sociaux et de genre et les liens de cause à effet concernant ces impacts.
- *Établit les exigences en matière de données et de reporting ainsi que les procédures de contrôle de la qualité.* Il définit les indicateurs, identifie les sources de données et la fréquence selon laquelle la performance et les résultats seront mesurés. Il décrit le flux de données et d'informations, à la fois pour fournir l'information publique et pour éclairer la prise de décision au niveau de l'Agence. Il décrit les mécanismes qui visent à assurer la qualité, la fiabilité et l'exactitude des informations et des données sur la performance du Programme.
- *Établit un cadre de suivi.* Il établit un processus qui permet à l'Agence MCA-Morocco, aux parties prenantes et à MCC de déterminer si le Compact a atteint ses principaux jalons durant la période de sa mise en œuvre, et fournit une base pour procéder à d'éventuels ajustements du programme.
- *Décrit le plan d'évaluation.* Il explique en détail comment MCC et l'Agence MCA-Morocco peuvent juger si les interventions du Compact ont atteint ou non, tout au long de sa mise en œuvre, les résultats et les impacts attendus.
- *Définit les rôles et les responsabilités.* Il décrit en détail les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes en matière de S&E.

2.2 Cadre logique du programme

2.2.1 Contexte du Compact

Le 30 novembre 2015, les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de Millennium Challenge Corporation, et le Royaume du Maroc ont signé un deuxième Compact pour un montant de 450 millions de dollars, visant à réduire la pauvreté à travers la croissance économique en investissant dans l'éducation, la formation et la productivité du foncier. Ce second Compact est entré en vigueur le 30 juin 2017.

Au cours des dernières années, le Maroc a réalisé des avancées incontestables sur les plans économique et social. Ces avancées se sont notamment traduites par une augmentation sensible de la richesse nationale, une amélioration du niveau de vie moyen de la population, une réduction significative de la pauvreté, un accès universel à l'éducation primaire et un meilleur accès aux services publics de base, ainsi que par un développement considérable des infrastructures publiques (eau, électricité, transport).

Ces réalisations ont été les fruits des stratégies de développement économique ambitieuses adoptées et des grandes réformes engagées. En outre, l'émergence de nouvelles spécialisations à forte valeur ajoutée, notamment dans l'industrie, a favorisé la modernisation du tissu productif national comme en témoignent la contribution soutenue des activités manufacturières aux exportations et à l'emploi qualifié et le renforcement continu de la position extérieure du Maroc.

La croissance économique est essentiellement portée par un taux d'investissement élevé (Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) rapportée au PIB), qui représente plus de 30% du PIB. La politique volontariste d'ouverture de l'économie, engagée dans les années 90 du siècle dernier, engendre aujourd'hui des déficits structurels importants. La balance commerciale est structurellement déficitaire. En effet, les exportations marocaines sont assez diversifiées mais présentent relativement peu d'avantages comparatifs pour s'imposer dans le contexte international tandis que les importations sont marquées par la prépondérance des produits énergétiques et alimentaires.

La politique sociale du gouvernement a marqué un tournant ces dernières années avec le lancement de programmes sociaux ciblant les populations les plus vulnérables. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) a eu un impact positif sur la réduction de la pauvreté. La mise en place du Régime d'assistance médicale (Ramed) devrait permettre, quant à elle, une généralisation du système de couverture maladie. Cependant, ces efforts restent insuffisants pour assurer un développement économique fort et inclusif. Par ailleurs, l'analyse rétrospective des données relatives au marché du travail fait ressortir une tendance baissière du taux d'activité (de 49,6% en 2010 à 46,4% en 2016) accompagnée d'une régression du taux d'emploi (de 45,1% à 42%) et une

quasi-stagnation du taux de chômage autour de 9% depuis 2010. Aussi, en se focalisant sur les jeunes en situation de chômage ou d'inactivité (hors élèves ou étudiants) qui éprouvent plus de difficultés à accéder au marché de l'emploi, les données de l'enquête nationale sur l'emploi révèlent que près de 25% des jeunes âgés de 15-24 ans, en 2016, sont sans emploi et hors systèmes d'éducation ou de formation professionnelle (NEET).

En 2014, dans le cadre du processus de développement de son second Compact, le gouvernement du Maroc et MCC ont réalisé conjointement avec la Banque Africaine de Développement une analyse des contraintes (AC) à la croissance économique au Maroc. Cette analyse a permis d'identifier deux contraintes majeures à la croissance économique et à l'investissement : (i) la faible qualité du capital humain; et (ii) les distorsions micro-économiques en l'occurrence l'accès difficile au foncier par les entreprises, la lenteur du système judiciaire et de l'exécution des jugements, la perception élevée de la fiscalité par le secteur privé, et la rigidité de la réglementation du marché du travail. Les conclusions de l'AC ont également été complétées par une analyse du secteur privé et une analyse sociale et de genre.

Suite à l'AC, le GdM, en consultation avec MCC, a sélectionné les secteurs de l'éducation et de la formation et du foncier comme domaines d'intervention dans le cadre de ce Compact, en mettant l'accent notamment sur la formation professionnelle, l'éducation secondaire, l'emploi, le foncier rural et industriel.

Tout au long du processus de développement du Compact, le GdM s'est engagé dans un processus de consultation inclusif et stratégique afin de définir l'orientation et d'informer la conception du projet. Pendant la phase des analyses préliminaires, le gouvernement ainsi que les administrations locales, la société civile et le secteur privé de plusieurs régions ont contribué à l'identification et à la validation des contraintes majeures et leur impact sur les différentes populations et les différents secteurs au Maroc.

L'approche consultative a été adoptée tout au long de la phase de définition et de conception des projets. Ainsi, le Gouvernement du Maroc (GdM) a affiné les projets et a développé des approches qui intègrent les partenariats comme un modèle fondamental pour la mise en œuvre du Programme. A titre d'exemple, l'appel à manifestation d'intérêt lancé dans le cadre de l'activité « Formation professionnelle », a permis de paramétrer le fonds dédié à la création/extension/reconversion des centres de formation professionnelle selon un modèle impliquant davantage le secteur privé et de confirmer l'intérêt des différentes parties prenantes pour la mise en place de ce fonds. Cet appel à manifestation d'intérêt a permis ainsi de recevoir des idées de projets de la part du secteur public, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et de la société civile.

L'approche de consultation active permettant d'anticiper les risques des Projets et de maximiser les impacts du Compact sera adoptée tout au long de l'exécution du Compact. La participation du

secteur privé est au cœur du Compact, en particulier à travers des partenariats directs pour les centres de formations professionnelles, et l'intégration de modèles de gestion privée pour le développement des zones industrielles.

2.2.2 Cadre Logique du Compact

Le Compact répond à deux contraintes majeures à la croissance économique, à savoir la qualité du capital humain et la productivité du foncier, et ce à travers l'adoption d'une approche et une méthodologie qui intègrent les questions fondamentales de la gouvernance et de la coordination public-privé. Ces contraintes se posent de la manière suivante: (i) les systèmes d'éducation secondaire et de formation professionnelle offrent une main d'œuvre qui ne répond pas adéquatement aux compétences dont le secteur privé a besoin et aux exigences du marché de l'emploi; et ii) la politique foncière et sa mise en œuvre entravent l'accès au foncier et l'utilisation productive, du foncier rural et industriel, limitant ainsi les investissements privés et entravant la gestion efficace du foncier et des marchés fonciers.

En améliorant l'environnement institutionnel et en soutenant des modèles qui renforceront l'engagement du secteur privé, les deux projets du Compact aborderont à la fois l'offre et la demande sur le marché du travail et soutiendront la transition de systèmes où l'État joue un rôle prépondérant, vers des systèmes dynamiques et compétitifs qui engagent le secteur privé et répondent mieux aux besoins du marché. De plus, les deux projets adoptent une approche ciblée pour développer et tester des modèles reproductibles, durables et pouvant être mis à l'échelle en vue de renforcer les capacités nationales.

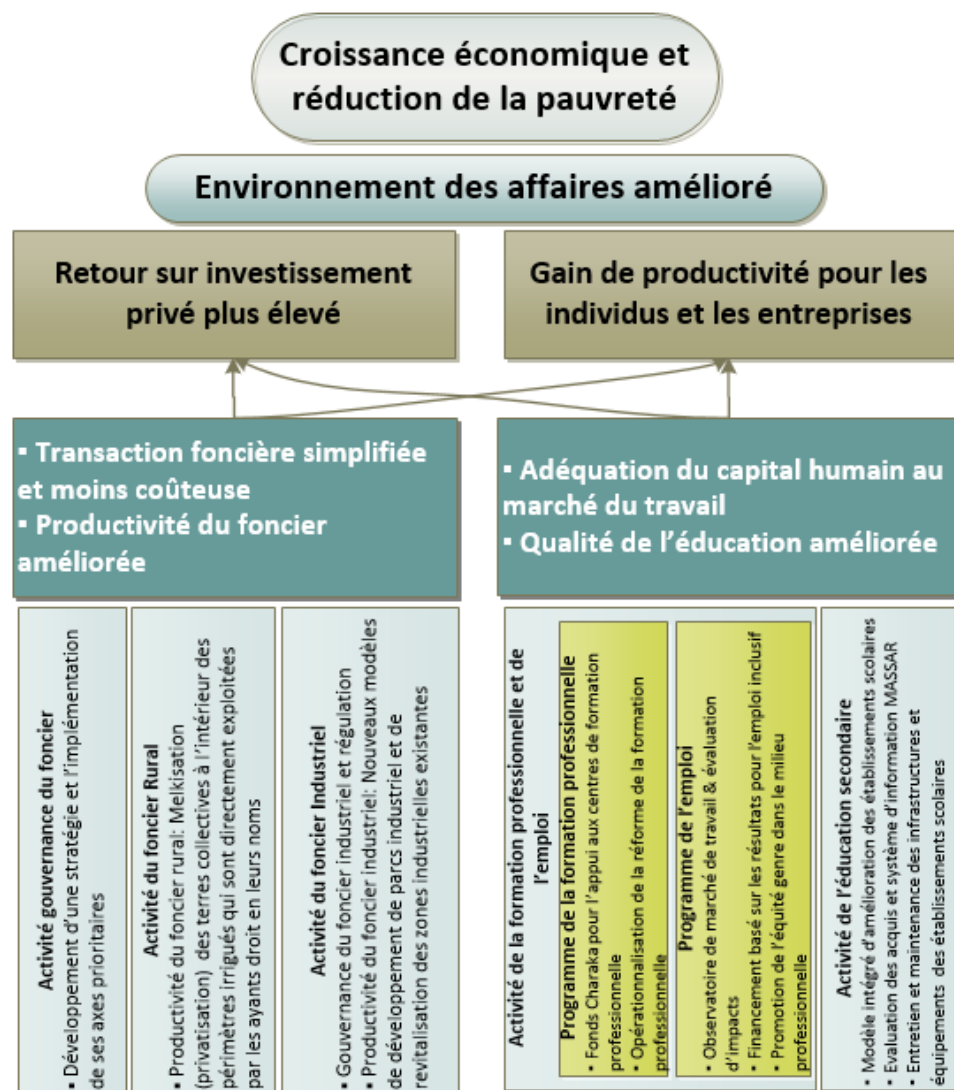
Enfin, le Programme est basé sur une analyse des politiques publiques fondée sur des éléments de preuve, modèle novateur de l'action publique permettant d'orienter les dépenses publiques vers des programmes dont l'efficacité a été testée et démontrée de façon empirique.

L'ensemble de ces réformes permettront d'améliorer l'environnement de l'investissement privé en mettant à la disposition des investisseurs privés un capital humain qualifié et en améliorant l'accès à un foncier adapté à leurs besoins.

Le diagramme ci-dessous illustre les relations entre les composantes du Compact et décrit de quelle manière les projets, les activités et les sous-activités contribuent au but et aux objectifs du Compact².

²MCA-Maroc a divisé la gestion de l'activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi » en deux directions (Direction de la formation professionnelle et Direction de l'emploi). Ce plan de S&E a choisi d'utiliser les termes :

- « Programme de la formation professionnelle » pour désigner la composante fonds « Charaka » et l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.



- « Programme de l'emploi » pour désigner l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail, le financement basé sur les résultats (FBR), l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail ainsi que la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.

L'AgenceMCA-Morocco, établissement public disposant de la personnalité morale et de l'autonomie financière, a été créée avec pour missions de mettre en œuvre les projets du Compact. Elle est administrée par un Conseil d'Orientation Stratégique présidée par le Chef de Gouvernement. Elle établit des accords appelés Accords d'Exécution (AE) avec les différents départements ministériels, établissements publics et institutions concernés par la mise en œuvre des deux projets:

- le Ministère de l'Intérieur (MI), le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts(MAPMDREF), l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb (ORMVAG), et l'Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) pour la mise en œuvre de l'activité« Foncier rural »;
- le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique (« MIICEN ») pour la mise en œuvre de l'activité « Foncier industriel »;
- Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPESRS) pour la mise en œuvre du projet « Education et formation pour l'employabilité ».
- Le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle et l'Agence NAtionale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) pour la mise en œuvre du « Programme de l'Emploi ».
- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique à travers l'Instance Nationale d'Evaluation pour la mise en ouvre de l'activité « Education Secondaire ».

2.2.2.1 Projet« Éducation et formation pour l'employabilité » (220 millions \$)

Problématique

La faiblesse de la qualité du capital humain représente une contrainte majeure à la croissance économique au Maroc. Cette faiblesse se traduit par un taux d'achèvement scolaire faible, une tendance des étudiants à s'orienter vers des branches d'études qui ne répondent pas aux besoins des entreprises et des lacunes au niveau des acquis et des compétences des lauréats. Les entreprises du secteur privé déclarent que les candidats qui postulent aux offres d'emploi n'ont pas les compétences fondamentales acquises au niveau de l'enseignement secondaire (les soft-skills, la maîtrise des langues étrangères, les compétences liées à la recherche d'emploi et les connaissances techniques). Pour les emplois les plus sophistiqués, les entreprises ne trouvent pas les profils adaptés avec les compétences techniques requises.

Le système d'éducation secondaire se caractérise par des insuffisances sur le plan pédagogique et en matière d'infrastructures. En plus, le système ne met pas l'accent suffisamment sur l'apprentissage des élèves et les compétences demandées par le marché du travail.

Quand au système de la formation professionnelle, il connaît un certain nombre de dysfonctionnements liés notamment à la qualité de la formation qui est tributaire du degré d'implication du milieu professionnel à tous les niveaux de gestion, à la gouvernance du système, ainsi qu'à sa capacité d'absorber la demande. Le taux d'emploi des lauréats de la formation professionnelle au moment du développement du Compact était à peine de 54%³.

Du côté de l'emploi, le marché du travail est caractérisé par un manque de visibilité en raison de la faible capacité d'observation en termes de données, d'outils et instruments nécessaires à l'identification et à l'anticipation des besoins en emploi, en compétences et en formations, et ce malgré la panoplie des acteurs dans le processus de production de données statistiques en la matière. Aussi, les partenariats entre opérateurs publics-privés pour l'accompagnement à l'insertion sur le marché de l'emploi sont peu développés au Maroc.

Objectifs du projet

Le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité » vise l'amélioration de la qualité de l'éducation secondaire et de la formation professionnelle et de leur adéquation aux besoins du secteur productif à travers la mise en œuvre de deux activités: « Éducation Secondaire » et « Développement de la Formation professionnelle et de l'Emploi ». Le dénominateur commun de ces interventions est : l'amélioration de la qualité, la pertinence et l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle, la promotion de l'emploi inclusif, l'amélioration du dispositif d'observation du marché du travail et l'encouragement des évaluations d'impacts des programmes et politiques du marché de l'emploi.

L'Activité « Education secondaire » se focalisera essentiellement sur la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire basé sur le renforcement de la décentralisation et de l'autonomie de gestion, la réhabilitation de l'infrastructure scolaire, l'adoption d'une pédagogie axée sur l'élève, le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information et le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

Quant à l'Activité « Développement de la Formation Professionnelle et de l'Emploi », MCA-Morocco a prévu, comme mentionné plus haut, deux directions pour la mise en œuvre de ses composantes (Direction de la formation professionnelle et Direction de l'emploi). Le programme de la Formation Professionnelle («TVET program») s'articule autour de deux composantes : (i) la mise en place d'un fonds dédié au financement de nouveaux centres ou de reconversion de centres

³Enquête de suivi de l'insertion des lauréats de la formation professionnelle menée par le département de la formation professionnelle.

de formation professionnelle existants vers des modèles de partenariats public-privé, et (ii) l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.

Le programme de l'Emploi («Employment program») couvre quatre composantes : (i) l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail, (ii) la promotion de l'emploi inclusif des jeunes chômeurs et des femmes défavorisées dans le marché du travail à travers le financement basé sur les résultats des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion, (iii) l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail, et (iv) l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.

2.2.2.1.1 Activité « Développement de la Formation Professionnelle et de l'emploi » (107,42 millions \$)

2.2.2.1.1.1 Programme de la Formation Professionnelle(80,42 millions \$)

Ce programme a pour objectif le développement et l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et le renforcement des liens entre l'offre et la demande en compétences, à travers les deux composantes suivantes :

- **La mise en place d'une offre de formation professionnelle tirée par la demande du secteur privé :**

Il s'agit de créer un fonds dénommé le fonds "Charaka"⁴ dédié au financement de projets visant (i) la création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariat public-privé ("PPP") et (ii) la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion traditionnel piloté par le secteur public en un modèle tiré par la demande du secteur privé.

Cette composante s'appuie sur les expériences pilotes initiées par le gouvernement marocain dans le cadre de l'accompagnement des différentes stratégies de développement des secteurs porteurs (Industrie, Energies renouvelables, etc.), à travers la création d'instituts à gestion déléguée dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé et dont le modèle de gouvernance préconisé permet de passer d'un mode de gestion classique basé sur l'offre à un mode tiré par la demande du secteur privé.

- **L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle :**

Cette composante vise à appuyer les acteurs publics et privés concernés par la formation professionnelle dans l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle. L'objectif

⁴Charaka en arabe se traduit par "partenariat"

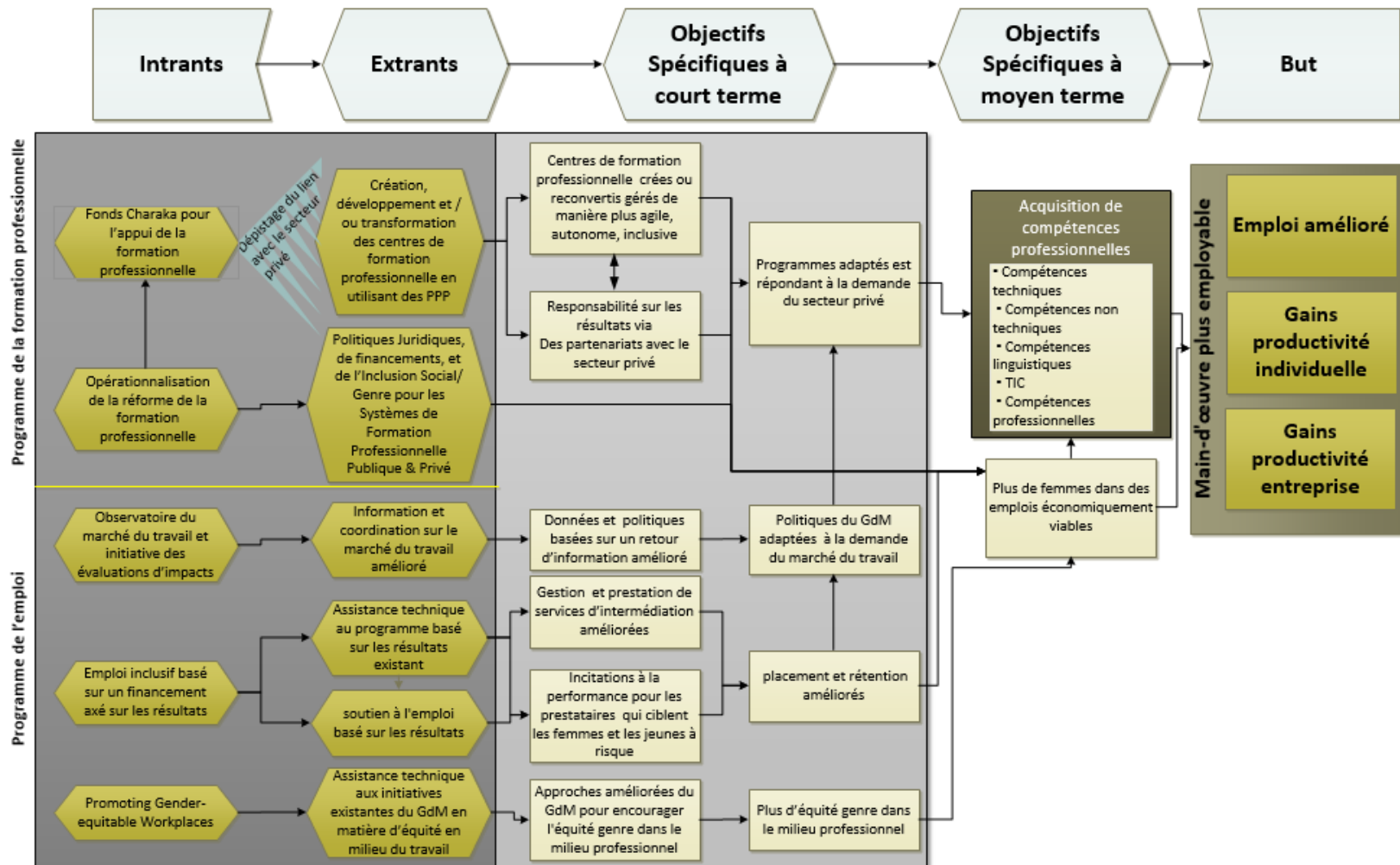
escompté est d'améliorer la qualité du système de la formation professionnelle et sa capacité à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes populations cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Cet appui a pour objectif également de renforcer l'implication du secteur privé dans la gouvernance et la gestion du système de la formation professionnelle à tous les niveaux d'intervention (national, sectoriel, régional et local) et en particulier au niveau des centres de formation et dans tous les modes de formation (résidentiel, apprentissage alterné et formation continue). Il vise également à assurer une cohérence d'ensemble du système de la formation professionnelle, surtout en ce qui a trait à la définition claire des rôles et des responsabilités des différents acteurs, ainsi que la mise en place des mécanismes d'évaluation des performances comme base d'allocation des financements.

Dans le cadre de cette composante, il est prévu aussi l'organisation de conférences annuelles sur les avancées de la formation professionnelle. Ces conférences constitueront des espaces d'échange et de partage d'expériences et de bonnes pratiques tant au niveau national qu'international.

Le diagramme ci-dessous illustre et décrit les relations causales attendues et synthétise les effets escomptés pour les deux programmes « Programme de la formation professionnelle » et « Programme de l'emploi ».

Activité développement de la formation professionnelle et de l'emploi



2.2.2.1.1.2 Programme de l'Emploi (27 millions \$)

Le « Programme de l'Emploi » prévoit quatre composantes : (i) l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail, (ii) la promotion de l'emploi inclusif des jeunes chômeurs et des femmes défavorisées dans le marché du travail à travers un financement basé sur les résultats des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion, (iii) l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail et (vi) l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.

L'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail consiste à élaborer et à affiner l'architecture globale d'un dispositif intégré d'observation du marché de l'emploi et sa mise en œuvre en se basant sur l'existant (les structures, les supports de collecte des données, les études et recherches, les mécanismes et outils, etc.) et sur des investigations complémentaires ou nouvelles pour combler les lacunes d'informations et de les intégrer dans un système statistique unifié et cohérent. L'objectif escompté est d'améliorer la visibilité du marché du travail et de mieux éclairer la prise de décision, par les pouvoirs publics et les partenaires socio-économiques, dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la régulation du marché du travail. Ceci sera mené selon une approche partenariale avec les acteurs clés impliqués dans la production d'informations sur l'offre et la demande de travail et les utilisateurs de ces informations, tels que les institutionnels impliqués dans la gestion du marché du travail, les organisations socioprofessionnelles, les opérateurs publics et privés dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, les organismes d'intermédiation, les entreprises, les chercheurs d'emploi, etc. L'amélioration du dispositif d'observation du marché de travail permettra d'en faire une interface entre les utilisateurs et les producteurs d'informations relatives à ce marché et d'assurer une coordination efficace des politiques de promotion de l'emploi et de régulation du marché du travail, menées par le Gouvernement et appuyées dans leur mise en œuvre par les parties prenantes.

La composante financement basé sur les résultats (FBR) pour promouvoir l'emploi inclusif au profit des femmes inactives et des jeunes chômeurs à risque essentiellement dans les zones urbaines et péri-urbaines consistera en la mise en place et/ou à l'amélioration de mécanismes de paiement basés sur les résultats pour les prestations et programmes visant l'insertion professionnelle de cette catégorie de la population Marocaine. Deux types d'appui sont prévus : (i) une assistance technique à l'ANAPEC pour lier le paiement des prestations rendues dans le cadre du programme « Taehil⁵ » aux performances réalisées (notamment en matière de renforcement de capacités, d'amélioration des outils de gestion, révision des manuels de

⁵Taehil est un programme national lancé par le gouvernement qui vise l'amélioration de l'employabilité des chercheurs d'emploi. Il est composé de deux mesures essentielles à savoir : la formation contractualisée pour l'emploi et la formation qualifiante ou de reconversion.

procédures, etc.) et (ii) un financement de nouveaux programmes/prestations d'accompagnement à l'insertion des femmes et des jeunes en difficultés par des opérateurs privés ou des associations, en partenariat avec l'ANAPEC et selon un manuel de procédures défini.

L'appui à l'évaluation d'impact des politiques et des programmes du marché du travail, y incluses les prestations d'insertion des jeunes et des femmes en difficulté qui seront implémentées dans le cadre du Compact, vise à promouvoir la culture de l'évaluation d'impact en tant qu'outil d'aide à la prise de décision publique (politique basée sur des faits ou preuves établis) et à faire progresser les travaux d'évaluation d'impact liés à la performance des programmes actifs du marché du travail et des politiques de régulation du marché du travail au Maroc. Le financement sera fourni aux projets sélectionnés dans le cadre d'appels à projets de recherches relatifs à la réalisation d'évaluations d'impact rigoureuses des politiques et/ou programmes de l'emploi et du marché du travail, sous l'encadrement d'un partenaire de recherche scientifique de renommée internationale et en partenariat avec une institution publique (l'Observatoire National du Marché du Travail) et ce, en vue d'exploiter les résultats desdites évaluations pour alimenter, en informations et analyses pertinentes et actualisées, le processus de prise de décision en matière de politiques et de programmes de l'emploi et du marché du travail.

L'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel vise à réduire les discriminations fondées sur le genre en milieu professionnel qui font que les femmes quittent leurs emplois prématurément et à promouvoir la participation de la main-d'œuvre féminine dans les secteurs et les entreprises touchés directement ou indirectement par le Compact. Cette composante consiste à apporter une assistance technique pour le renforcement des capacités des institutions (Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, entreprises du secteur privé) en vue de promouvoir l'équité genre sur les lieux de travail et soutenir le GdM pour mieux inciter le secteur privé à adopter des pratiques équitables en matière de genre. Ce soutien peut inclure une assistance technique pour renforcer l'initiative du «Trophée de l'égalité professionnelle» du ministère du Travail et de l'insertion professionnelle et fournir une assistance technique aux entreprises potentiellement intéressées à participer à cette initiative. La conception détaillée du programme sera effectuée au cours de la première année du Compact.

Le diagramme ci-dessus illustre les outputs du « Programme de la formation professionnelle » et du «Programme de l'emploi », les résultats escomptés à court et moyen terme ainsi que l'impact sur le long terme.

Le cadre logique ci-dessus reflète l'ensemble des hypothèses suivantes⁶:

⁶ Dans le cadre des deux Projets du Compact, un travail plus exhaustif des hypothèses et des risques devrait être achevé lors d'une future révision de ce plan de S&E (après l'achèvement de la conception de toutes les activités).

- Les investissements du fonds « Charaka » ne couvriront que les coûts de démarrage et au maximum ceux relatifs à deux années de fonctionnement des centres. La contribution financière du GdM devrait couvrir les coûts récurrents post-Compact.
- L'engagement des parties prenantes dans les subventions accordées dans le cadre du fonds « Charaka » sera suffisant pour assurer la qualité/pertinence des programmes de formation.
- L'augmentation des revenus des diplômés grâce à une formation de qualité.
- L'amélioration de la probabilité d'insertion sur le marché d'emploi.
- Les données et les analyses seront utilisées pour éclairer et appuyer la prise de décision au niveau des politiques publiques en la matière.

2.2.2.1.2 Activité « Éducation secondaire » (112,6 millions \$)

L'Activité « Éducation secondaire » vise à développer et à mettre en œuvre un nouveau modèle d'établissements scolaires d'enseignement secondaire public, performant, durable qui puisse être dupliqué, afin de fournir un enseignement de qualité axé sur les compétences demandées par le marché du travail. L'activité soutiendra également des réformes clés visant à améliorer les systèmes de gestion de la performance, notamment les évaluations de l'apprentissage et les systèmes d'information.

L'objectif général de cette activité est d'accroître l'employabilité des jeunes marocains, en améliorant la qualité, la pertinence des apprentissages et l'équité d'accès à l'enseignement secondaire (collèges et lycées). L'activité est composée de trois sous-activités:

- **Développement d'un « modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire (MIAES) »** en vue d'améliorer la performance de ces établissements en s'appuyant sur le levier du "Projet d'établissement intégré" (PEI) en tant qu'outil élaboré de manière participative et visant l'amélioration des apprentissages et des résultats scolaires.

Cette composante sera déployée dans près de 100 collèges et lycées, répartis sur trois régions représentatives du Royaume (Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès et Marrakech-Safi). Ces régions ont été choisies selon un ciblage fondé sur les besoins en termes d'éducation, les indicateurs de pauvreté, ainsi que sur les opportunités économiques et d'emplois offertes.

Dans ce cadre, chaque établissement cible bénéficiera, dans le cadre d'une approche contractuelle, d'un appui intégré qui portera sur le renforcement de son autonomie de gestion administrative et financière, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages par des réhabilitations

adéquates de l'infrastructure et par la fourniture d'équipements nécessaires à l'innovation pédagogique.

Il est prévu également, dans le cadre de cette composante, un renforcement des capacités des Académies Régionales d'Education et de Formation (AREF) et des directions provinciales concernées pour assurer un meilleur pilotage et coordination de la mise en œuvre de l'activité « Education secondaire ».

Un Fonds de partenariats de l'éducation pour l'employabilité a été créé pour le soutien à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les collèges et les lycées. Ce fonds cofinance des propositions qui complètent et renforcent les interventions prévues dans le cadre du MIAES afin d'améliorer l'environnement d'apprentissage à travers l'intégration de nouvelles approches pédagogiques.

- **Evaluation des acquis des élèves et système d'information « MASSAR ».** Il s'agit, pour l'essentiel, d'appuyer les actions entreprises par l'Instance Nationale d'Evaluation relevant du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en vue de pérenniser et d'améliorer le Programme National d'Evaluation des Acquis des élèves (PNEA) et de préparer la participation du Maroc à l'évaluation internationale PISA (Program for International Student Assessment) de l'OCDE.

En ce qui concerne le système d'information « MASSAR », cette sous-composante intègre une action relative au renforcement des capacités des acteurs au niveau des différents paliers central, régional, provincial et local (établissement) dans le but d'asseoir une politique de l'éducation orientée par l'information fiable issue du système d'évaluation.

- **Développement d'une « nouvelle approche d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires ».** Il est question au niveau de cette composante de développer, par le biais de l'assistance technique, une nouvelle approche d'entretien et de maintenance préventive et curative des infrastructures et des équipements scolaires, définissant clairement les rôles et les responsabilités des acteurs concernés. Cette approche intègre de nouvelles formes de partenariat avec le secteur privé, ainsi qu'une meilleure planification en la matière.

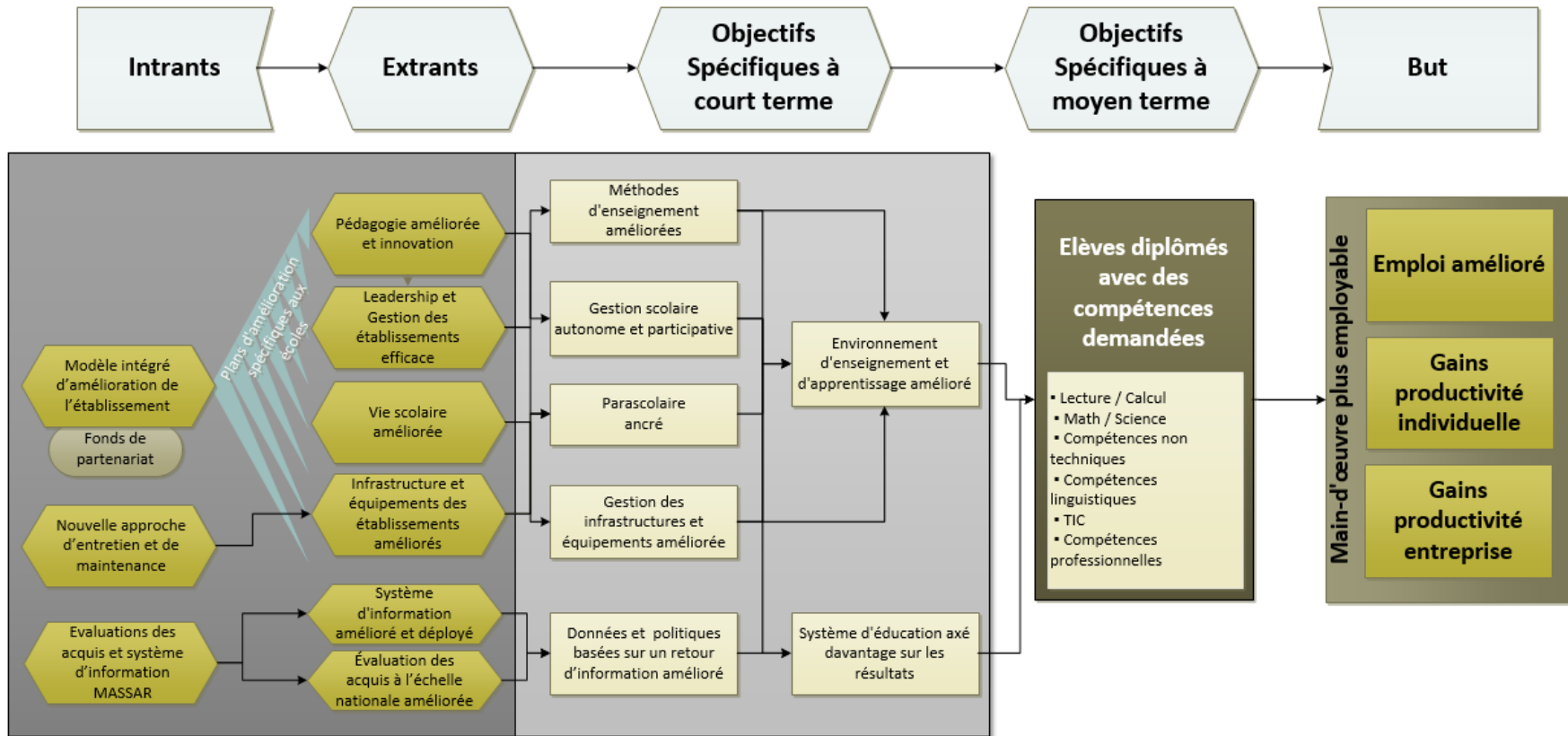
Le diagramme ci-dessous illustre les outputs de l'activité « éducation secondaire », les résultats escomptés à court et moyen terme ainsi que l'impact sur le long terme.

À court terme, l'activité devrait se traduire par un renforcement des capacités des enseignants en matière d'utilisation de nouvelles techniques pédagogiques centrées sur l'élève, par l'amélioration de la gestion des établissements à travers des contrats de performance, par une gestion d'établissements scolaires plus autonome et par l'amélioration des infrastructures des établissements scolaires. L'amélioration de la qualité de l'enseignement et la promotion d'un environnement plus favorable à l'apprentissage des élèves qui résulteront de la mise en œuvre de l'activité « Education secondaire », permettront, en conséquence, de rendre disponible sur le marché du travail des ressources humaines ayant les compétences requises par les employeurs. Les bénéficiaires du Programme devraient avoir de meilleures opportunités d'emploi et des revenus plus élevés. L'entreprise, quant à elle, devrait connaître une amélioration de sa productivité.

Le cadre logique ci-dessous reflète l'ensemble d'hypothèses prises en considération lors de l'analyse économique initiale de l'activité Éducation Secondaire, à savoir :

- augmentation du taux de réussite des élèves résultant du renforcement des capacités des enseignants en matière d'utilisation de nouvelles techniques pédagogiques centrées sur l'élève, de l'amélioration de l'environnement de l'apprentissage et de l'amélioration de la gestion des établissements ;
- probabilités plus élevées d'emploi avec des niveaux plus élevés d'éducation ;
- gains en termes de revenus plus élevés pour les élèves grâce aux compétences acquises pendant les années d'éducation.

Activité éducation secondaire



2.2.2.2 Project« Productivité du foncier »(170.5 millions \$)

Problématique

Le déficit en matière de gouvernance du foncier et l'accès difficile à une propriété foncière sécurisée ont été identifiés comme des contraintes majeures à l'investissement, en particulier dans les secteurs industriel et agricole. Ceci est imputable à des contraintes d'ordre juridique, institutionnel et managérial, entravant une politique foncière intégrée à même de garantir l'optimisation des ressources foncières et de répondre aux besoins actuels et futurs des investisseurs.

Au niveau industriel, la faiblesse de la gouvernance a entraîné une offre insuffisante de terrains industriels, le développement de zones industrielles qui ne répondent pas aux besoins des investisseurs, de faibles niveaux d'utilisation et une mauvaise gestion et maintenance des zones industrielles, et la spéculation foncière.

La faible productivité des terres agricoles est due, entre autres, à la multiplicité des régimes fonciers, à l'insécurité de la propriété foncière, au morcellement des exploitations agricoles et au problème de l'indivision.

Objectifs du projet

Le projet "Productivité du foncier", comprenant trois activités, vise à accroître la productivité du foncier et à promouvoir l'investissement. Il met l'accent sur la mise à jour et l'amélioration des lois, règlements et processus administratifs régissant le foncier et permettant aux marchés fonciers rural et industriel de mieux répondre à la demande des investisseurs.

La première activité porte sur l'amélioration de la gouvernance. Dans une certaine mesure, les problèmes liés à la gouvernance du foncier sont causés par l'absence d'une stratégie foncière nationale ainsi que la multiplicité des régimes fonciers et des administrations de tutelle. En effet, chaque administration dispose de sa propre politique foncière et opère sans aucune harmonisation ou vision unifiée en matière de gestion du foncier. Ces dysfonctionnements limitent l'investissement privé, ainsi que la productivité du foncier.

Le résultat attendu de cette activité est l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et un plan d'action pour sa mise en œuvre qui conduira à une meilleure coordination des institutions gouvernementales, à une sécurité accrue de la propriété foncière et à la modernisation des politiques de gouvernance foncière.

La deuxième activité vise à développer et mettre en place une procédure simplifiée, optimisée et plus inclusive pour transformer les terrains collectifs irrigués en propriété individuelle (processus appelé «melkisation») au profit des ayants droit. Des droits fonciers plus sécurisés et formels fourniront les conditions nécessaires pour encourager les investissements par les petits exploitants et l'intensification des activités agricoles, stimulant ainsi la productivité du secteur.

Le résultat attendu de cette activité est le développement d'une procédure optimisée pour la melkisation des terres collectives en termes de délai et de coût et améliorera l'inclusion sociale. La nouvelle procédure sera mise en œuvre sur 46 000 ha dans la région du Gharb.

La troisième activité vise à réviser l'approche de mise sur le marché des zones industrielles, approche actuellement dominée par une forte présence de l'Etat dans la conception et le développement des zones industrielles et aboutissant à des zones industrielles mal gérées et souffrant de la maintenance et ne répondant pas à la demande du secteur privé.

La nouvelle approche est basée sur les besoins exprimés par les opérateurs du secteur industriel et transférera la responsabilité du développement, de la gestion et de la maintenance des zones industrielles au secteur privé en utilisant un modèle de partenariat public-privé.

2.2.2.2.1 Activité « Gouvernance du foncier » (10,5 millions \$)

L'activité de Gouvernance du Foncier se base sur les Assises nationales sur la politique foncière de l'Etat et son rôle dans le développement économique et social, organisées les 8-9 décembre 2015 sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI. Ces assises, auxquelles ont contribué l'ensemble des intervenants institutionnels, les acteurs privés, les universitaires, les experts, les praticiens et les professionnels, ont constitué un point de départ pour approfondir le débat sur la politique foncière de l'Etat.

Dans la Lettre Royale adressée aux participants aux Assises, sa Majesté le Roi Mohammed VI a appelé « à adopter une stratégie nationale intégrée clairement définie et à son opérationnalisation sous forme de plan d'action ». Il a également invité « les participants à s'inspirer des vertus du dialogue, de la réflexion collective, et de la démarche participative ».

En s'appuyant sur la Lettre Royale et sur les recommandations des Assises Nationales, l'activité « Gouvernance » appuiera la volonté du GdM à élaborer une Stratégie Foncière Nationale visant à améliorer l'efficacité de la politique foncière de l'Etat en vue de promouvoir l'investissement privé à même d'atteindre une croissance économique durable et soutenue et réduire, ainsi, la pauvreté.

Deux objectifs majeurs de l'activité sont l'unification de la vision en matière de politique foncière et le renforcement de la coordination entre les divers acteurs dans le secteur foncier. Derrière ces objectifs majeurs résident des objectifs spécifiques telles que la dynamisation du marché foncier via la facilitation de l'accès des investisseurs au foncier, la modernisation de l'arsenal juridique régissant le secteur foncier et la simplification et la promotion d'un accès équitable au foncier.

Les fonds de MCC permettront d'appuyer le Gouvernement dans :

- l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation par tous les acteurs ;
- la mise en œuvre des actions prioritaires prévues par le plan d'action préconisé.

Le Pilotage et le suivi de l'élaboration de la Stratégie foncière nationale seront assurés par une commission ministérielle permanente de la politique foncière dont le décret de création fut publié au Bulletin officiel sous le numéro 6471 du 6 juin 2016. Cette commission est présidée par le Chef du Gouvernement et composée de l'ensemble des parties prenantes.

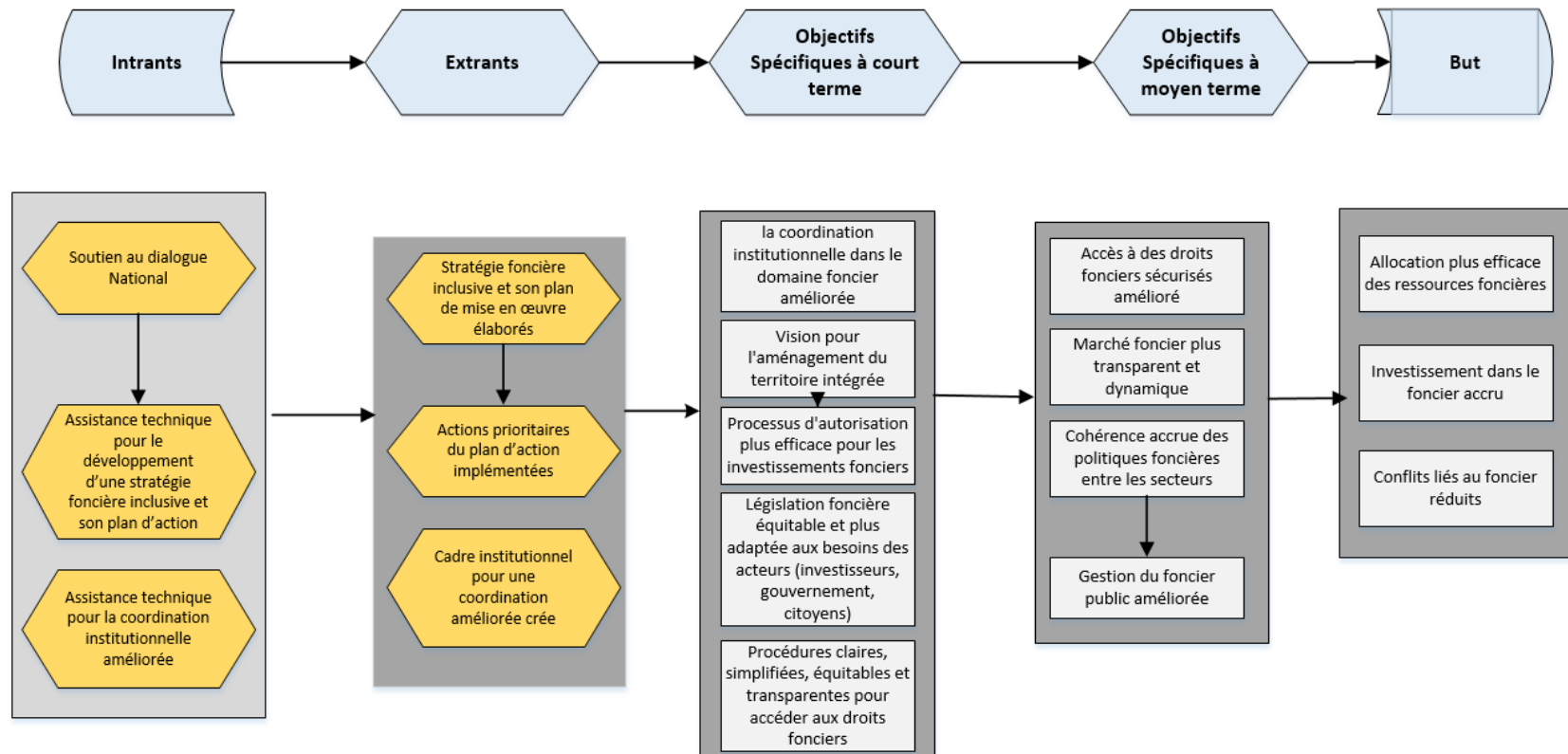
A court terme, la stratégie renforcera la coordination parmi les différentes institutions gouvernementales responsables de la gestion du foncier, appuiera l'élaboration d'une vision globale pour développer des politiques publiques relatives au foncier et contribue à la modernisation des outils fonciers qui sont nécessaires à la promotion des investissements et à l'amélioration du cadre juridique lié au foncier.

A moyen terme, cette stratégie vise la dynamisation et la régulation du marché foncier en vue de : stimuler l'investissement privé au niveau des différents secteurs d'activité économique, d'améliorer l'accès au foncier à travers le développement d'une offre foncière adaptée, valorisée et bien gérée, et assurer une allocation plus efficace des ressources foncières. La stratégie devrait se traduire aussi par une amélioration de la gouvernance du foncier public à travers la rationalisation de son usage, l'amélioration des procédures de sa gestion, et le renforcement de la coordination entre les différents intervenants dans la gestion du foncier.

A long terme, il est attendu que cette stratégie se traduise par une allocation plus efficiente des ressources foncières et à la réduction des conflits liés au foncier grâce à la modernisation des outils juridiques et procéduraux. On s'attend à ce que cette situation engendre un impact positif sur la promotion de l'investissement et, partant, sur l'amélioration de la productivité du foncier.

La logique d'intervention de cette activité est détaillée dans le graphique suivant :

Activité gouvernance du foncier



2.2.2.2.2 Activité « Foncier Rural » (33 millions \$)

L'accès difficile à la terre, la multitude des statuts fonciers et la faible sécurisation de la propriété foncière constituent un frein à la modernisation, à l'intensification agricole et à l'investissement privé. La Superficie Agricole Utile (SAU : 8,7 millions Ha)⁷ est répartie entre la propriété foncière privée (melk) (75,8%), les terres collectives (17,6%), les terres détenues par l'Etat (3,1%), les terres du guich (2,8%) et les terres du habous (0,7%). Parmi ces statuts, les terres collectives détenues par les communautés ethniques sont utilisées par leurs membres avec des droits relativement fragiles qui ne leur permettent pas d'acheter, de vendre ou d'utiliser la terre comme garantie. De cette manière, les terres collectives n'offrent pas la sécurité et la stabilité nécessaires pour stimuler l'intensification agricole et l'investissement privé.

Certaines des terres collectives situées dans des périmètres irrigués ont bénéficié d'investissements publics substantiels dans la grande hydraulique, et d'autres structures d'irrigation, mais les impacts de ces investissements sont restés limités en raison de l'insécurité de la propriété foncière sous le régime collectif.

Afin d'augmenter l'investissement et la productivité de ce foncier, le GdM a institué en 1969 une procédure - communément appelée mélkisation – en vertu de laquelle les membres des collectivités dont les terres sont situées en totalité ou en partie dans un périmètre d'irrigation pourraient devenir propriétaires de la superficie en indivision ("méلكistes en indivision"), et pourraient par la suite procéder à la subdivision de la parcelle "mère" en parcelles individuelles titrées et enregistrées. Depuis l'adoption de la loi instituant la procédure de melkisation, le GdM a procédé à une opération de méلكisation d'environ 36 000 Ha de terres collectives prévue d'être achevée fin 2017.

L'Activité « Foncier Rural » devrait améliorer la procédure de melkisation afin de la rendre plus efficace et inclusive. L'objectif de l'activité est de développer une procédure de melkisation plus efficace pouvant aboutir à la délivrance de titres fonciers aux ayants droit, en trois ans ou moins. Cette approche sera testée sur un projet pilote de 46 000 hectare de terres collectives situées dans la région du Gharb. L'outil et la procédure développés dans le cadre de cette activité peuvent être étendus à d'autres terres collectives au Maroc.

Des droits plus formels et plus sécurisés fournis par les titres fonciers vont se traduire par une dynamique des transactions foncières. A moyen terme, il en résultera une allocation efficiente des ressources foncières et une augmentation des investissements des ménages et des entreprises. Il est attendu également une réduction des conflits liés au foncier du fait de la sécurisation qu'offre le système d'immatriculation à travers le processus de purge des droits et de détermination juridique des limites de chaque parcelle produisant ainsi un titre foncier inattaquable.

⁷ Recensement Général de l'Agriculture, 1996.

Le cadre logique de cette activité reflète des hypothèses prises en considération lors de l'analyse économique initiale. Elles supposent que la procédure de melkisation optimisée sera plus rapide, performante et plus inclusive et que les établissements de crédit considéreront les titres fonciers délivrés aux ayants droit comme des garanties suffisantes pour leur consentir des prêts. Les risques liés à ces hypothèses et à d'autres seront surveillés tout au long du Compact.

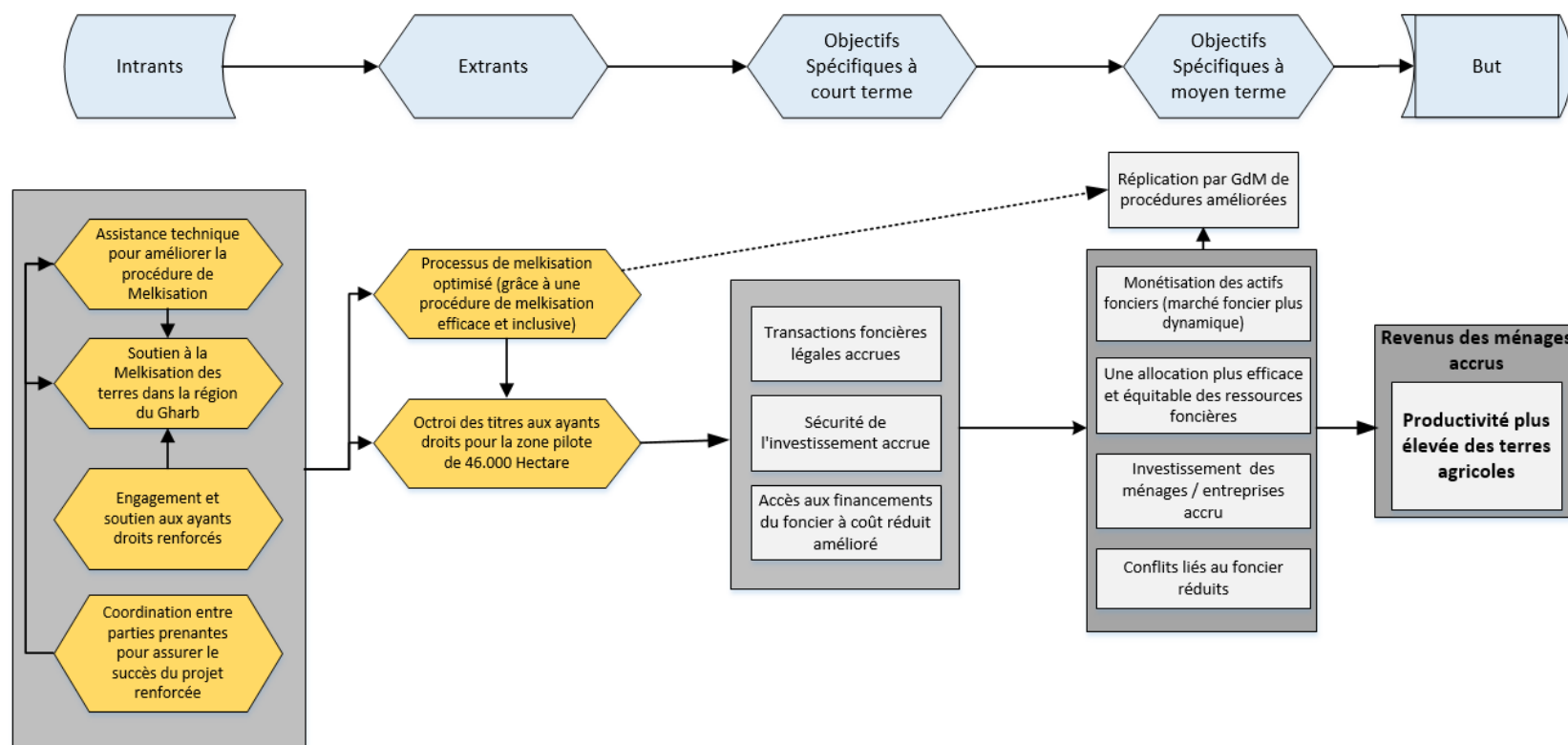
La procédure de melkisation optimisée développée sous cette activité pourra potentiellement être appliquée à d'autres terres collectives au Maroc.

Ces éléments devraient se traduire par une amélioration de la productivité des terres collectives et induiront une amélioration des revenus des ménages favorisée par les éléments suivants:

- Les femmes qui étaient jusqu'à présent exclues du partage du foncier dans les terres collectives bénéficieront de leur part d'héritage dans le cadre de l'application des dispositions de la Chariâa.
- L'intensification de la production agricole conjuguée à une meilleure valorisation des produits agricoles permettra la création d'opportunités d'emploi ;
- La facilité pour les ayants droit d'accéder aux avantages et incitations du Plan Maroc Vert ;
- La fluidité des transactions foncières conduira potentiellement à l'apparition d'exploitations agricoles de tailles plus viables.

La logique d'intervention de cette activité est détaillée dans le graphique suivant :

Activité du foncier rural



2.2.2.2.3 Activité « Foncier industriel » (127 millions \$)

Des réformes systémiques seront initiées dans le cadre de cette activité et auront trait à la fois aux aspects institutionnel et juridique, ainsi qu'à l'adoption d'un nouveau modèle au niveau du processus lié à la planification, au développement, à la revitalisation et à la gestion des espaces d'accueil industriel au Maroc. En effet, l'activité « Foncier industriel » vise à améliorer l'approche adoptée par l'Etat en matière de développement du foncier industriel, en passant d'une approche dominée par l'intervention du secteur public sur l'ensemble de la chaîne de valeur des zones industrielles vers une approche axée sur la demande du marché et connaissant une forte implication du secteur privé, et ce à travers l'élaboration d'un nouveau modèle pour le développement de zones industrielles. En effet, en développant l'expertise du Gouvernement et en faisant appel à des PPP pour la mise en place des zones industrielles, l'activité vise à promouvoir la participation du secteur privé dans le développement et la gestion des zones industrielles en vue de garantir que ce développement et cette gestion répondent à la demande du secteur privé et aux besoins des entreprises en termes d'emplacement, d'offre de foncier, d'infrastructures et de services. Le financement de MCC soutiendra:

- La création d'un Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (*CEDFI*) qui appuiera l'élaboration et l'institutionnalisation d'un nouveau modèle axé sur la demande du marché pour le développement de zones industrielles au Maroc et qui est de nature à stimuler l'investissement et la productivité, ainsi que la participation du secteur privé dans la réhabilitation, la gestion continue et l'entretien des zones industrielles. Pour ce faire, le *CEDFI* appuiera le gouvernement dans la mise en œuvre de cette nouvelle approche, notamment à travers:
 - la réalisation d'études de marché et le développement d'une stratégie à long terme en relation avec le foncier industriel ;
 - le renforcement des capacités du MIICEN en matière de développement des zones industrielles, ainsi que celles des autres parties prenantes, telles que les autorités locales ;
 - la dissémination des meilleures pratiques en matière de développement des zones industrielles et ce, sur la base des expériences réussies ;
 - l'accompagnement du MIICEN dans l'élaboration d'une nouvelle loi sur les espaces d'accueil industriel ;
 - la supervision de la réalisation de projets pilotes en vue de tester et d'améliorer la nouvelle approche en matière de développement et de revitalisation des zones industrielles.

Le financement de MCC soutiendra également l'étude concernant la pérennisation du *CEDFI* après la clôture du Compact, y compris le positionnement institutionnel du *CEDFI*. De son côté, le

Gouvernement devra doter le CEDFI d'espaces de bureaux, de matériel informatique, et de personnel administratif.

- **Le développement de projets pilotes de zones industrielles** : Il sera procédé à la revitalisation/extension de deux zones industrielles à Bouznika et Had Soualem et au développement d'une nouvelle zone industrielle à Sahel Lakhyayta selon la nouvelle approche. Les trois sites pilotes devant abriter ces zones ont été identifiés sur la base d'un ensemble de critères, dont essentiellement la demande, l'impact économique, la viabilité financière, la surface mobilisable et l'absence de risques majeurs. Il s'agit notamment de fournir un financement dans la mesure nécessaire pour améliorer la viabilité économique et attirer des investissements privés.
- **La mise en place d'un fonds des zones industrielles durables « FONZID »** :

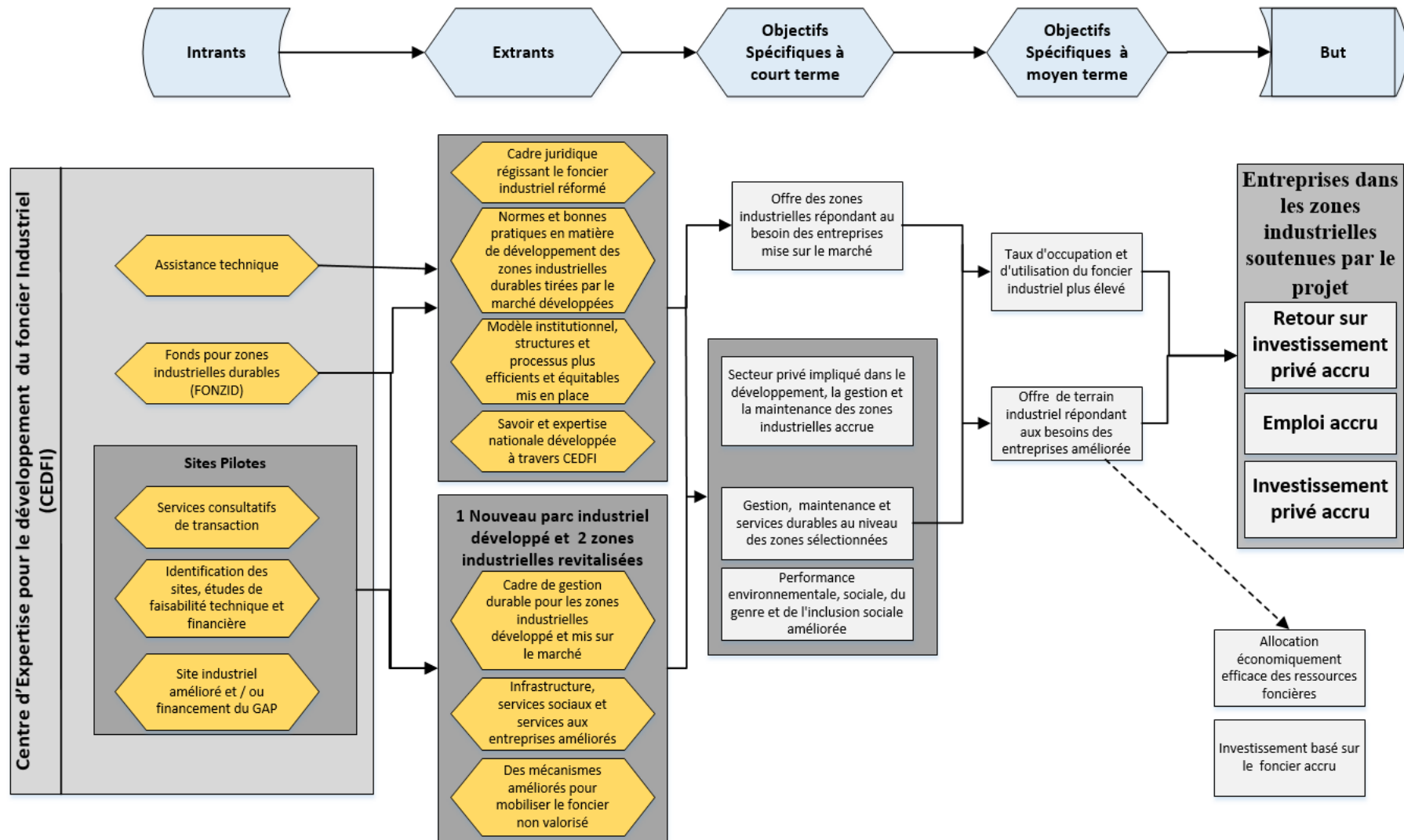
Le FONZID (Fonds des zones industrielles durables) sera mis en place conjointement avec le MIICEN et permettra de soutenir d'autres initiatives privées ou publiques favorisant le nouveau modèle de gouvernance et de durabilité des zones industrielles, tiré par la demande. Ce fonds s'aligne sur l'objectif global de l'activité « Foncier industriel » à savoir la mise à la disposition, au niveau du marché d'un foncier qui répond aux besoins des industriels en termes d'emplacement, d'offre foncière, d'infrastructures et de services de base et ce en appuyant les projets (i) visant l'amélioration de la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles⁸ et (ii) adoptant de nouvelles approches en termes de revitalisation des zones en vue d'améliorer leur durabilité et de développement de zones industrielles durables.

Le FONZID ciblera le secteur privé, les collectivités locales, les établissements publics, les chambres professionnelles et les ONG. Il privilégiera principalement les initiatives basées sur les PPP. Dans ce sens, la sélection des projets éligibles au financement du FONZID se fera par la voie d'un appel à projets et à l'occasion duquel l'Agence MCA-Morocco invitera les différents acteurs concernés par le foncier industriel à proposer des projets qui pourront bénéficier du financement du FONZID pendant la durée du Compact.

La logique d'intervention de l'activité présentée ci-dessous sous-entend un certain nombre d'hypothèses liées notamment à l'existence d'une demande de terrains industriels non satisfaite. Elle suppose aussi qu'il y aura des changements institutionnels et en matière de gouvernance qui soutiennent la mise en œuvre de nouveaux modèles pour l'exploitation et la gestion des zones industrielles et qui abordent le problème de la sous-valorisation du foncier en réduisant les incitations à la spéculation.

⁸Dans le cadre de cette activité, par gouvernance on entend une meilleure gestion, maintenance et fonctionnement de la zone industrielle, et par durabilité une zone industrielle avec des performances économiques, environnementales, sociales et de genre élevées.

Activité foncier industriel



2.3 Retombées économiques prévues

Avant la signature du Compact et à la veille du Comité d'investissement de MCC, un Taux de Rentabilité Economique (TRE) est calculé. Il est mis à jour après l'entrée en vigueur et durant la mise en œuvre du Compact et ce, à chaque fois que des modifications majeures sont apportées aux budgets ou aux impacts attendus d'un projet. A la clôture du Compact, un TRE final ex post est calculé.

S'agissant de cette version du Plan S&E, les estimations du TRE réalisées sont basées sur l'analyse économique initiale menée durant la phase de développement du Compact afin d'éclairer la décision d'investissement de MCC. L'analyse coûts-bénéfices est en cours de mise à jour et les estimations du TRE seront actualisées au niveau des prochaines versions du Plan S&E.

2.3.1 Analyse économique du projet « Éducation et formation pour l'employabilité »

(A) Activité « Education secondaire »

L'analyse économique initiale de l'Activité « Education Secondaire » prévoit trois flux d'avantages distincts favorisant l'investissement:

- Amélioration des résultats aux examens et revenus futurs plus élevés grâce à l'amélioration de la pédagogie adoptée en salle de classe ;
- Amélioration des résultats aux examens et revenus futurs plus élevés grâce à la mise en œuvre d'une gestion axée sur l'école; et
- Taux d'abandon scolaire plus faible grâce à l'amélioration des infrastructures.

Le taux de rentabilité économique initiale estimé pour cet investissement varie de 12.4% à 15.1%.

(B) Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »

L'analyse économique initiale de l'Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi » prévoit les flux d'avantages suivants favorisant l'investissement: des revenus futurs et des opportunités d'emplois plus élevées grâce à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des formations dispensées au niveau des centres de formation existants ou qui seront créés.

Le taux de rentabilité économique estimé pour cet investissement est de 13.2%.

	TRE initial			
Projet		Date d'estimation du TRE initial	TRE actuel	Date d'estimation du TRE actuel

Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »			A déterminer	A déterminer
Activité « Éducation secondaire »	12,4% à 15,1%	Août 2015	A déterminer	A déterminer
Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »	13,2%.	Août 2015	A déterminer	A déterminer

2.3.2 Analyse économique du Projet « Productivité du foncier »

(A) **Activité « Foncier Rural »** Les impacts attendus de l'activité « Foncier rural » sont basés sur l'hypothèse suivante : la sécurité des droits fonciers conduira à une augmentation des investissements et à une intensification de la production agricole (modernisation des pratiques agricoles: utilisation des fertilisants, des semences sélectionnées, des produits phytosanitaires, mécanisation, etc.) et ce, suite à la conversion des terres collectives en propriétés privées. Le taux de rentabilité économique compare la productivité des terres collectives à celle des terres privées.

Le taux de rentabilité économique estimé pour cet investissement est de 21,7%.

(B) **Activité « Foncier Industriel »** Pour l'activité « Foncier industriel », l'analyse économique mesure l'augmentation de la valeur ajoutée suite à l'utilisation du foncier à des fins industrielles, actuellement inexploité/non valorisé. La valeur ajoutée provient à la fois de l'utilisation du foncier inexploité/non valorisé dans les zones industrielles existantes et de la création de nouvelles zones.

Sur la base des coûts actuels, le taux de rentabilité économique estimé pour cet investissement varie de 13,4% à 16,7%.

Projet	TRE initial	Date d'estimation du TRE initial	TRE actuel	Date d'estimation du TRE actuel
Projet « Productivité du foncier »				
Activité « Gouvernance »	N/A	N/A	N/A	N/A
Activité « Foncier rural »	23%	Août 2015	21,7%	Janvier 2016

Activité « Foncier industriel »	13,4% à 16,7%.	Août 2015	A déterminer	A déterminer
---------------------------------	----------------	-----------	--------------	--------------

2.3.3 Analyse des bénéficiaires du Compact

L'analyse des bénéficiaires est une analyse complémentaire à l'analyse du taux de rentabilité économique qui a pour objectif de désagréger l'augmentation totale du revenu afin de déterminer les segments de la société qui bénéficieront des projets et des activités de ce Compact. Le cas échéant, l'analyse des bénéficiaires désagrégera les avantages en fonction des catégories de revenu, du sexe et de la situation géographique.

Selon les directives de MCC, les bénéficiaires sont les personnes dont les conditions de vie connaîtront une amélioration suite à la mise en œuvre d'un projet ou d'une activité (selon le cas) du Compact et ce, à travers des revenus réels plus élevés. L'analyse coûts-bénéfices des projets fournit des détails sur les flux de prestations à travers lesquels les bénéficiaires devraient augmenter leurs revenus. À des fins de terminologie, il est important de noter que tous les participants aux projets financés par MCC ne sont pas nécessairement des bénéficiaires. Les impacts attendus de ce Compact sont calculés sur 20 ans.

Un aperçu général de l'étendue des impacts du Compact sur l'ensemble de la population du Maroc, et déployé lors du Comité d'investissement de MCC pour la justification du Compact, est présenté dans le tableau ci-dessous. Il est important de noter que le nombre de participants et de bénéficiaires seront réévalués et mis à jour avec les estimations du TRE et inclus dans les prochaines versions du Plan S&E. La révision des estimations se basera sur des données plus récentes disponibles et sur une conception plus détaillée des activités composant les projets du Compact.

Bénéficiaires du Compact

Projet	Définition des bénéficiaires du Programme	Estimation du nombre de bénéficiaires	Valeur Actuelle (VA) des bénéfices ⁹	Valeur Actuelle Net (VAN) ¹⁰
--------	---	---------------------------------------	---	---

⁹ La Valeur Actuelle (VA) des bénéfices est incluse dans le TRE en tant qu'«augmentation estimée actualisée du revenu au cours de la vie du projet ou du gain de revenu du bénéficiaire ».

¹⁰ La Valeur Actuelle Nette (VAN) illustre les bénéfices nets, qui soustrait les coûts actualisés des bénéfices actualisés. L'analyse coûts-bénéfices produit deux résultats principaux: le TRE et la VAN. Cela fournit une image plus complète et permet une comparaison à ce niveau entre les projets.

Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »		623,050		
Activité « Éducation Secondaire »	Tous les élèves diplômés des établissements secondaires soutenus dans le cadre de l'activité ainsi que leurs familles, chaque année sur une durée de 20 ans.	432145		
Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »	Tous les diplômés des centres de formation professionnelle soutenus dans le cadre de l'activité ainsi que leurs familles, chaque année sur une durée de 20 ans.	190,905		
Projet « Productivité du foncier »		204,576		
Activité «Gouvernance»		N/A		
Activité « Foncier rural »	Tous les propriétaire de terres collectives converties ayant reçu leur titre foncier dans le cadre de l'activité, et réalisant des investissements visant à adopter des pratiques technologiques semblables à celles pratiquées par les agriculteurs de terres privées, enregistrant une augmentation des revenus liés à la terre, ainsi que tous les membres de leurs familles.	108,272		
Activité « Foncier industriel »	Tous les employés, existants ou potentiels, des entreprises implantées dans les zones industrielles ciblées, ainsi que tous les membres de leurs familles.	96,304		
Total		827,626		

3. Composante suivi

3.1 Résumé de la Stratégie de Suivi

Le Compact fera l'objet d'un suivi systématique et les progrès seront régulièrement rapportés à travers le Tableau de Suivi des Indicateurs (Indicator Tracking Table, ITT). Il y a quatre niveaux d'indicateurs qui découlent du cadre logique du programme : (i) Processus; (ii) Résultats; (iii) Effets; et (iv) Objectifs. Les différents niveaux d'indicateurs correspondent au cadre logique du programme et permettent ainsi aux équipes de développement et de mise en œuvre des Projets de comprendre dans quelle mesure les Activités prévues sont susceptibles d'atteindre les objectifs escomptés. Souvent, la plupart des indicateurs d'effets et d'objectifs ne sont pas suivis pendant la durée du Compact, mais sont plutôt signalés par des évaluations après la fin du Compact. Ces niveaux de résultats sont généralement plus longs à atteindre.

Les données de suivi seront analysées régulièrement pour permettre à l'Agence MCA-Morocco et à MCC de procéder aux ajustements nécessaires pour l'amélioration de la mise en œuvre globale des résultats du Compact.

- Les indicateurs d'objectifs mesurent la croissance économique et la réduction de la pauvreté qui surviennent au cours ou, très probablement, après la mise en œuvre du Compact. Pour les Compacts de MCC, les indicateurs d'Objectifs seront généralement une mesure directe du revenu et sont généralement mesurés par des évaluations post-Compact.
- Les indicateurs d'effets mesurent les effets intermédiaires d'une activité ou d'un ensemble d'activités et sont directement liés à travers le cadre logique du programme aux indicateurs de Résultats.
- Les indicateurs de résultats mesurent directement les activités du projet. Ils décrivent et quantifient les biens et services produits directement par la mise en œuvre d'une activité.
- Les indicateurs de processus mesurent les progrès réalisés en termes d'achèvement des activités du projet. Ces indicateurs constituent une condition préalable à la réalisation des indicateurs de Résultats et un moyen de s'assurer que la planification des activités est respectée¹¹.

MCC a mis en place des indicateurs communs pour les rapports externes dans tous les Compacts financés par MCC. Les indicateurs communs relatifs au Compact du Maroc sont inclus dans ce Plan de S&E.

¹¹ Les niveaux d'indicateurs sont formellement définis dans la *Politique de Suivi et d'Évaluation des Compacts de MCC*.

Le Compact présente les indicateurs initiaux du Programme. Le Plan de S&E s'appuie sur ces indicateurs initiaux en plus des indicateurs supplémentaires développés durant cette première phase de mise en œuvre des projets.

Le Tableau de définition des indicateurs fournit des détails pertinents pour chaque indicateur par projet (annexe I). Il fournit une description de la structure de l'indicateur et spécifie pour chaque indicateur: (i) le nom; (ii) la définition; (iii) l'unité de mesure; (iv) le niveau de désagrégation; (v) la source de données; (vi) la partie responsable; et (vii) la fréquence d'établissement des rapports.

Les indicateurs de suivi permettent de fournir une information sur les progrès réalisés en termes d'atteinte des buts et des objectifs du Programme. Ces indicateurs seront mesurés par rapport à la situation de référence et cibles établis, tirés à partir de l'analyse du TRE ex ante, d'autres types d'analyse et des documents conceptuels des deux projets. Les cibles reflètent les hypothèses sous-jacentes adoptées lors de la conception du programme sur les impacts de chaque activité. Les niveaux de situation de référence et cibles pour chaque indicateur sont définis au niveau de l'annexe II.

Les indicateurs pourraient être modifiés dans les futures versions du Plan de S&E. Les modifications et révisions des indicateurs ne peuvent être effectuées que conformément à la politique de S&E de MCC. Toute modification significative des indicateurs ou d'autres contenus sera résumée au niveau de l'annexe III du plan de S&E.

Désagrégation de données

Lorsque cela est possible et approprié, les indicateurs de suivi et d'évaluation seront ventilés par sexe, âge, revenu et/ou groupes vulnérables.

Sources de données

Les indicateurs identifiés dans le Plan de S&E nécessiteront la collecte d'une série de données provenant de diverses sources au Maroc, telles que les Entités d'exécution des différentes activités. Dans la mesure du possible, l'Agence MCA-Morocco tentera d'harmoniser la collecte de données avec d'autres sources de données existantes ou des enquêtes prévues et veillera à ce que les données collectées dans le cadre du projet soient utiles et rentables. Des sources de données spécifiques sont décrites à l'annexe I du présent Plan de S&E.

La Direction de suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique de l'Agence MCA-Morocco assistera les entités d'exécution des activités dans la mise en place de leur plan de collecte de données et de leurs modèles d'établissement de rapports.

Un certain nombre d'indicateurs des projets, de situations de référence et de cibles de projets sont actuellement en cours de validation. La majorité de ces situations de référence et cibles seront établies une fois les études de faisabilité et de conception achevées. D'autres sont en attente de

mise à jour de données. Ils deviendront disponibles une fois les contrats de mise en œuvre sont attribués et que les contractants ont présenté leurs plans de travail.

3.2 Revue de la qualité des données

La qualité des données est principalement la responsabilité de l'Agence MCA-Morocco, sous la supervision du Directeur du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique. La Direction de S&E, les autres membres du personnel de l'Agence MCA-Morocco, selon le cas, et les entités d'exécution devraient s'assurer régulièrement de la qualité des données. La Direction de S&E devrait vérifier que toutes les données rapportées disposent d'une documentation de source appropriée et que les calculs ont été effectués correctement. La Direction de S&E effectuera régulièrement des visites sur le terrain (à son initiative ou à la demande de MCC) pour examiner la qualité des données collectées conformément à ce plan de S&E. L'Agence MCA-Morocco pourra, le cas échéant, recruter des experts de la collecte et de la qualité des données pour assurer le suivi de la collecte et de la qualité des données.

En plus des contrôles réguliers de la qualité des données par le personnel de l'Agence MCA-Morocco, des revues de la qualité des données (RQD) seront menées conformément aux exigences de la politique de S&E de MCC.

Les objectifs des RQD consistent en l'évaluation de la conformité des données par rapport aux normes définies dans la politique de S&E de MCC en termes de validité, de fiabilité, de respect des délais, de précision et d'intégrité.

Les objectifs particuliers des RQD comprendront l'identification des paramètres suivants: i) quelle est la proportion des données présentant des problèmes de qualité (exhaustivité, conformité, cohérence, précision, duplication, intégrité), ii) lequel des registres dans l'ensemble de données est de qualité inférieure inacceptable ? iii) quels sont les problèmes de qualité des données les plus prédominants pour chaque indicateur ? iv) quelles sont les principales raisons de la mauvaise qualité ? et v) quelles sont les mesures à prendre pour améliorer la qualité des données ?.

L'Agence MCA-Morocco engagera un audit indépendant de la qualité des données conformément aux directives de passation de marchés de MCC. Le cabinet responsable des revues de la qualité de données devrait être recrutée au cours de la troisième année du Compact.

3.3 Exigences en matière d'établissement de rapports standards

3.3.1 Établissement de rapports pour MCC: Dossier de Demande de Déboursement Trimestrielle

Les rapports sur la performance constituent le moyen par lequel la direction de l'Agence MCA-Morocco informe MCC des progrès réalisés en matière de mise en œuvre et des révisions continues

des plans de travail des projets. Actuellement, MCC exige que l'Agence MCA-Morocco soumette un Dossier de Demande de Déboursement Trimestriel (DDDT) qui doit contenir un tableau de suivi des indicateurs mis à jour et un rapport narratif. Un ITT complet présente les indicateurs réalisés des trimestres précédents et l'évolution de ces indicateurs durant le trimestre en cours par rapport aux objectifs fixés dans le présent Plan de S&E. Le ITT constitue la source pour l'établissement des rapports internes et externes de MCC sur l'évolution des indicateurs.

Des directives supplémentaires sur l'établissement de rapports sont disponibles au niveau du Guide de MCC relatif à l'établissement de rapports et de la demande de déboursement trimestrielle par les MCA.

3.3.2 Établissement de rapports pour l'Agence MCA-Morocco et les Parties Prenantes

Même si elle est tenue d'adresser le DDDT à MCC, l'Agence MCA-Morocco doit également exploiter ces rapports et les données qu'ils contiennent pour évaluer les progrès et les performances réalisées en interne. Les équipes de S&E sont censées veiller à l'harmonisation des rapports de MCC et de l'Agence MCA-Morocco afin que les données puissent être utilisées pour éclairer la prise de décision à leurs niveaux respectifs.

Des directives supplémentaires sur les rapports sont contenues dans le Guide de MCC « [*Guidance on Quarterly MCA Disbursement Request and Reporting Package*](#) ».

4. Composante évaluation

4.1 Résumé de la stratégie d'évaluation

Certes, un suivi continu du programme est nécessaire pour sa gestion mais il demeure insuffisant pour évaluer ses résultats finaux. Par conséquent, MCC et l'Agence MCA-Morocco utiliseront différents types d'évaluations en tant qu'outils complémentaires pour mieux évaluer l'efficacité du Programme. Comme défini dans la Politique de suivi et d'évaluation de MCC, l'évaluation systématique de la conception, de la mise en œuvre et des résultats du programme doit être établie. MCC et l'Agence MCA-Morocco se sont engagées à rendre les évaluations aussi rigoureuses que justifiées afin de comprendre les effets et les impacts du Programme et d'en évaluer la rentabilité. Cette composante d'évaluation comprend trois types d'évaluation : (i) les évaluations indépendantes (évaluations d'impact et / ou de performance) ; (ii) l'auto-évaluation, et (iii) les études spécifiques, dont chacune est décrite plus en détail ci-dessous. Les résultats de toutes les évaluations seront rendus publics conformément à la politique de S&E de MCC.

4.1.1 Évaluations indépendantes

Conformément à la politique de S&E de MCC, chaque projet du Compact doit faire l'objet d'une évaluation complète et indépendante (impact et / ou performance). La section suivante sur les plans d'évaluation spécifiques décrira le but de chaque évaluation, la méthodologie, l'échéancier et le processus de collecte et d'analyse des données pour chaque évaluation. Toutes les évaluations indépendantes doivent être conçues et mises en œuvre par des évaluateurs tiers indépendants, qui sont mandatés par MCC. Si l'Agence MCA-Morocco souhaite engager un évaluateur, il sera soumis à l'approbation écrite préalable de MCC. Les conditions du contrat doivent garantir des résultats non biaisés et la publication de ces résultats.

Pour chaque évaluation indépendante, l'Agence MCA-Morocco et les parties prenantes concernées doivent examiner et commenter les rapports de conception de l'évaluation, les outils d'évaluation (y compris les questionnaires), le rapport de référence (le cas échéant) et tout rapport intermédiaire et/ou final afin de s'assurer que les activités d'évaluation proposées sont réalisables et que les résultats d'évaluation finale sont précis sur les plans technique et factuel. Le processus d'examen des évaluations se conformera aux directives de gestion des évaluations et de processus d'examen de MCC.

4.1.2 Évaluation Interne

À la clôture du Compact, l'Agence MCA-Morocco établira un Rapport d'Achèvement du Compact (RAC) afin de documenter sa mise en œuvre et les leçons tirées. Le personnel de l'Agence MCA-Morocco élaborera le RAC au cours de la dernière année de mise en œuvre du Compact. Il convient de noter que chaque direction sera responsable de l'élaboration de la section du rapport relative à ses propres activités, avec une revue des rapports par les directions transverses.

4.1.3 Études spécifiques

MCC ou le GdM peuvent exiger la réalisation d'études spécifiques ou d'évaluations ponctuelles des projets, des activités ou du programme dans son ensemble avant la clôture du Compact.

Dans ce cadre, il est prévu de réaliser des études spécifiques en fonction de l'état d'avancement des activités et des difficultés qui vont surgir lors de leur mise en œuvre et en concertation avec les parties prenantes concernées.

4.1.4 Évaluation à mi-parcours de toutes les activités du Compact

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de Suivi-Evaluation du Compact, l'Agence MCA-Morocco prévoit la réalisation d'une évaluation à mi-parcours des projets.

Cette évaluation à mi-parcours devra assister l'Agence MCA-Morocco et les différentes parties prenantes du programme à faire le bilan des deux premières années de la mise en œuvre de ce programme et évaluer le progrès réalisé en termes d'atteinte des objectifs du Compact. Les

résultats de cette évaluation devront aider l'Agence MCA-Morocco et les parties prenantes à définir les orientations qui permettront l'atteinte des objectifs escomptés du Compact.

4.1.4.1 Questions d'évaluation

Le but de cette évaluation est de permettre à MCA-Morocco et aux entités d'exécution de répondre aux questions suivantes :

- Identifier les éventuels problèmes liés à la conception du projet (objectifs, stratégie, produits et activités). La conception et la mise en œuvre du programme permettent-elles d'atteindre les objectifs fixés ?
- Mesurer les progrès réalisés à ce jour en termes d'atteinte des objectifs, des résultats et des impacts attendus. Quelles sont les activités qui constituent un risque majeur pour l'atteinte des résultats durant la période du Compact ?
- Identifier les points forts et les points faibles en matière de mise en œuvre du projet. Les modalités de gestion et d'implémentation du programme permettent-elles d'atteindre les objectifs du Compact au cours de la durée de 5 ans ?
- Identifier les enseignements tirés à ce jour et formuler des recommandations quant à la conception, la gestion et les stratégies d'implémentation à adopter pour le reste de la durée du Programme afin d'optimiser son impact.
- Évaluer les différentes dimensions liées à la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et la durabilité.
- Quelles sont les mesures à adopter pour assurer la pérennisation des résultats obtenus ?
- Quelles sont les mesures à adopter pour renforcer et généraliser les initiatives réussies ?

4.1.4.2 Méthodologie d'évaluation

Cette évaluation sera basée sur des méthodes qualitatives, notamment participatives, dans tout le processus d'évaluation et prendra aussi en considération les données quantitatives de suivi des différentes activités. En plus des processus participatifs d'évaluation auprès de toutes les parties prenantes, il convient d'animer des ateliers d'auto-évaluations au niveau de l'Agence MCA-Morocco pour évaluer les approches d'implémentation, les méthodologies, et les stratégies pour attirer l'attention sur les défis et les risques à gérer.

Il s'agit aussi de :

- collecter les données qualitatives en utilisant des entrevues individuelles, des focus groupes et des interviews semi-structurées.
- effectuer des visites de terrain à certains sites et zones d'intervention des projets pour avoir une idée sur les conditions de déroulement des travaux.

4.1.4.3 Sources de données

Cette évaluation devrait capitaliser sur l'information contenue dans les documents des projets, y compris les études de conception, les plans de travail, les rapports de suivi, les tableaux de suivi des indicateurs (ITT), le budget, les rapports d'état et les rapports d'audit ; les entretiens avec les équipes projets (Agence MCA-Morocco et les UGP) et MCC; et les entretiens et focus groupes avec les bénéficiaires.

4.2 Résumé des plans d'évaluation spécifiques

Le tableau suivant résume les plans d'évaluation spécifiques :

	Nom de l'Évaluation	Type d'Évaluation	Évaluateur	Méthodologie primaire / secondaire	Date de livraison du rapport final
Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »	Activité Éducation secondaire	Impact	Mathematica Policy Research	Étude avec assignation aléatoire / qualitative	Juin 2023
	Programme de la formation professionnelle	Performance	RFQ à rédiger par MCC et MCA fin 2017/début 2018	A déterminer (Études pré-post / par appariement / par traceurs)	A déterminer
	Programme de l'emploi	Performance/ Impact	A déterminer	A déterminer (Études pré-post / par appariement / par traceurs)	A déterminer
Projet « Productivité du foncier »	Activité Gouvernance du Foncier	Performance	RFQ à rédiger par MCC et MCA début 2018	A déterminer	A déterminer
	Activité Foncier Rural	A déterminer	RFQ à rédiger par MCC et MCA début 2018	A déterminer	A déterminer
	Activité Foncier Industriel	Performance	RFQ à rédiger par MCC et MCA en 2018	A déterminer	A déterminer

4.3 Évaluations d'impact et de performance de MCC

4.3.1 Activité « Éducation secondaire »

L'activité « Education secondaire » fera l'objet d'une évaluation indépendante de l'impact, au cours de laquelle les résultats de cette activité seront rigoureusement évalués et attribués aux investissements réalisés par le Compact dans le secteur de l'enseignement secondaire. Les établissements scolaires participants à l'activité seront choisis aléatoirement à partir d'un ensemble d'établissements éligibles. L'affectation aléatoire des établissements à des groupes de traitement (ceux qui participeront au programme) et à des groupes de contrôle (ceux qui ne bénéficieront pas du soutien du Compact) garantit que les caractéristiques de l'établissement, de l'enseignant et des élèves ne déterminent pas l'état du traitement et que les caractéristiques observables devraient être, en moyenne, les mêmes dans les deux groupes avant l'intervention. Le groupe de contrôle représente donc ce qui se serait passé dans le groupe de traitement si l'intervention n'avait pas eu lieu. La comparaison des résultats entre le groupe de traitement et le groupes de contrôle après le déroulement de l'intervention déterminera l'impact causal du programme.

Pour assurer la validité de la méthodologie d'évaluation, entre le moment de la sélection aléatoire et la conclusion de la collecte des données (deux à trois ans après l'expiration du Compact), le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique veillera à ce que :

- Aucun établissement désigné comme établissement de "contrôle" dans le cadre de l'évaluation de l'impact ne bénéficiera d'un financement et/ou d'une assistance technique de la part du Gouvernement ou des donateurs au-delà de ceux qui sont nécessaires pour la poursuite des opérations liées à la gestion, à la pédagogie et à l'infrastructure des établissements ;
- Les établissements désignés comme étant des établissements de "contrôle" ne seront systématiquement ni ciblés ni exclus des activités du Gouvernement, du financement ou du soutien ; et
- Les établissements choisis comme bénéficiaires de l'activité « Enseignement secondaire » ne seront systématiquement ni ciblés ni exclus des activités du Gouvernement, du financement ou du soutien ;

4.3.1.1 Questions d'évaluation

- Quels sont les impacts de l'Activité sur les résultats scolaires des élèves? Quels sont les impacts du Programme sur l'apprentissage des compétences de base et des compétences transversales ou « compétences générales »?
- Quel est l'effet sur les inscriptions, les taux d'abandon, l'assiduité et la durée de scolarisation au sein de l'établissement scolaire et à l'extérieur ?

- Quels sont les impacts de l'activité sur l'autonomie et la prise de responsabilité des établissements scolaires participants? Quels sont les budgets gérés par les établissements scolaires ? Quelles sont les utilisations les plus courantes du budget?
- Quels sont les impacts de l'activité sur la qualité de l'enseignement dans les établissements scolaires participants? Les innovations pédagogiques sont-elles largement adoptées? Quels sont les impacts sur l'assiduité des enseignants et le temps qu'ils consacrent à l'enseignement?
- Quels sont les impacts sur l'environnement physique de l'école? Quels sont les impacts des améliorations technologiques sur l'éducation?
- Quelle est la probabilité que MIAES soit maintenu et/ou mis à l'échelle ?
- Les contrats de performance du secteur privé ont-ils amélioré les opérations et la maintenance dans les établissements scolaires ?

4.3.1.2 Description de la méthodologie d'évaluation

Les questions de recherche portent sur la compréhension (1) des impacts des interventions réalisées sur les élèves, les enseignants et les établissements et (2) de la façon dont ces interventions se traduisent par des changements perçus au niveau des acteurs, d'une part, et au niveau du système éducatif marocain, d'autre part. Pour ce faire, il sera procédé à l'utilisation des méthodes mixtes comprenant un Essai Randomisé Contrôlé (ERC) du MIAES et une étude qualitative des trois sous-activités afin de renforcer la validité et la fiabilité des résultats.

L'ERC fournira des estimations rigoureuses sur l'impact causal de la sous-activité MIAES sur les résultats des élèves, tels que l'inscription et l'apprentissage ; la présence et le comportement de l'enseignant ; et la qualité de l'infrastructure scolaire. L'évaluateur indépendant réalisera une enquête longitudinale auprès des élèves, une évaluation des compétences des élèves, une enquête longitudinale auprès des enseignants, une observation directe des enseignants en salle de classe et une enquête auprès des directeurs d'établissements. L'évaluateur établira une liste de vérification de l'infrastructure de l'établissement de référence puis pendant la période de suivi.

L'évaluateur indépendant complètera l'ERC par une étude qualitative décrivant les changements apparus au cours du MIAES. L'analyse comprendra des données qualitatives approfondies permettant de comprendre les changements des pratiques pédagogiques ; la façon dont la direction et la gestion de l'établissement ont permis d'améliorer l'apprentissage ; la façon dont l'autonomie et la responsabilisation se sont améliorées dans les établissements participant ; et le rôle joué par les parents tuteurs d'élèves et la communauté scolaire dans la mise en œuvre des plans d'amélioration de l'établissement.

Pour ce faire, l'évaluateur indépendant s'appuiera sur des focus groupes avec les élèves, les parents et tuteurs d'élèves et les enseignants, ainsi que sur des entretiens approfondis avec les directeurs d'établissements. Ces discussions sont programmées trois ans après le lancement initial des

activités d'intervention et un an avant la clôture du Compact, soit en 2020. S'agissant du calendrier de cette évaluation d'impact, l'évaluateur indépendant se chargera de :

- présenter un premier rapport à MCC et aux intervenants concernés une fois que la collecte des données est effectuée dans les trois régions ciblées par l'activité (après la fin de l'année scolaire 2018–2019). L'analyse de la situation de référence confirmera si l'assignation aléatoire a permis de créer des groupes de traitement et des groupes de contrôle équivalents et décrira également les caractéristiques de référence de la population étudiée.
- remettre les résultats de l'étude qualitative à MCC et aux intervenants concernés au quatrième trimestre de l'année 2021, avant la clôture du Compact. Ces résultats permettront à MCC, à L'Agence MCA-Morocco et au Ministère en charge de l'éducation nationale d'avoir des informations pertinentes sur le processus de mise en œuvre, sur les premiers succès et les enseignements tirés.
- remettre les résultats d'évaluation à MCC et aux intervenants concernés durant le troisième trimestre de l'année 2022, après que la collecte des données et les analyses de fin de programme ont été effectuées dans l'ensemble des trois régions, objet de l'ERC.

4.3.1.3 Sources de données

Collecte de données initiales

Nom de l'Enquête	Quantitatif ou qualitatif	Définition de l'échantillon	Taille de l'échantillon	Nombre de répétitions	Période d'exposition (mois)	Dates prévues de la collecte des données initiales
Services de collecte de données pour les besoins de l'Évaluation indépendante de l'Activité « Éducation Secondaire »	Quantitatif	Élèves Enseignants Directeurs Établissements scolaires	2 520 1008 168 168	2	36 mois	Situation de Référence : 2018 Données Finales: 2022
	Qualitatif	Focus groupe élèves Focus groupe enseignants	27 27			

		Directeurs	27			Situation de Référence : 2018 Données Finales: 2021
		Parents	27			
		Informateurs clés, représentants nationaux, régionaux et locaux du Ministère de l'éducation, y compris le personnel de MCC et des entités d'exécution	19			
Système MASSAR relatif aux établissements de l'enseignement secondaire faisant partie du protocole d'évaluation d'impact de l'activité "Éducation secondaire"	Quantitative	Élèves	2 520		36 mois	Situation de Référence : 2018 Données Finales: 2022
		Enseignants	1008			
	Qualitative	Directeurs	168			
		Établissements scolaires	168			

4.3.2 Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »

Les évaluations d'impact ne peuvent pas être conduites pour cette activité en raison du nombre limité de stagiaires inscrits dans les programmes de formation professionnelle, et de l'absence d'un groupe de comparaison pour toutes les composantes de l'activité. Une étude longitudinale pourra être envisagée pour comprendre comment les composantes de cette activité contribuent aux résultats souhaités à travers l'analyse quantitative des bénéficiaires et des résultats des étudiants (par exemple, des études de suivi) ainsi que l'analyse qualitative de l'amélioration du programme. Ces éléments constitueront l'épine dorsale de la stratégie d'évaluation de cette activité.

Tous les efforts de financement basé sur les résultats déployés dans le cadre de l'activité seront assujettis à une mesure rigoureuse de leurs résultats. Ci-dessous des exemples de types de questions qui peuvent être posées lors de l'évaluation de cette activité.

4.3.2.1 Questions d'évaluation

- Quel est le nombre de stagiaires ayant reçu un diplôme de fin d'études/certificat d'achèvement dans le cadre des programmes de formation financés par le Compact ?
- Quel est le nombre de centres de FP opérationnels soutenus par le Compact, et qui ont officiellement inscrit des étudiants dans les classes ?
- Est-ce que le fonds mis en place dans le cadre de cette activité créera des programmes de FP innovants ?
- Les subventions concurrentielles accordées via le fonds « Charaka »aux programmes de FP augmentent-elles l'emploi ?
- Quel est le taux d'insertion des diplômés des programmes soutenus par le Compact par rapport aux établissements de FP comparables (un an après l'obtention du diplôme) ?
- Quel est le taux d'insertion des femmes diplômées des programmes soutenus par le Compact par rapport aux établissements de FP comparables (un an après l'obtention du diplôme) ?
- Quels sont les mécanismes de financement basé sur les résultats ciblant l'insertion des groupes défavorisés, tels que les groupes à risque, les jeunes chômeurs ou les femmes en chômage et économiquement inactives sur le marché du travail ?
- Quel est le salaire moyen des diplômés des programmes soutenus par le Compact, par rapport au salaire moyen des stagiaires diplômés d'un établissement public de FP comparable (un an après l'obtention du diplôme) ?
- Les subventions concurrentielles accordées via le fonds « Charaka » encouragent-elles la mise en place de projets de FP axés sur la demande ?
- Les subventions concurrentielles accordées via le fonds « Charaka »encouragent-elles la mise en place de projets de FP qui favorisent l'intégration des femmes dans les secteurs initialement réservés aux hommes seulement ?

4.3.2.2 Sources de données

Les données administratives des centres de formation professionnelle, les enquêtes sur les bénéficiaires, les informations recueillies auprès des entreprises recrutant les lauréats des centres financés par le Compact, les taux d'emploi des lauréats.

4.3.3 Projet « Productivité du foncier »

4.3.3.1 Activité « Gouvernance du foncier»

L'activité « Gouvernance du foncier », sera évaluée afin de cerner le degré de réussite des réformes en matière de gouvernance, et d'expliquer les résultats observés. Ci-dessous des exemples de questions qui peuvent être posées .

4.3.3.1.1 Questions d'évaluation

- Est-ce que la stratégie foncière nationale est développée et adoptée ? En particulier, est ce que les réformes visant la résolution des problèmes de gouvernance et de productivité sont adoptées?
- Comment les réformes adoptées ou mises en œuvre contribuent à l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier au Maroc, en particulier le foncier rural et industriel ?
- Dans quelle mesure la coordination, la transparence et l'efficacité du secteur foncier se sont améliorées ?
- Dans quelle mesure l'adoption ou la mise en œuvre des réformes a permis d'améliorer l'efficacité, l'efficience et l'équité des marchés fonciers, en particulier le foncier rural et industriel ?
- Est-ce que le projet a permis de réduire le temps et le coût des transactions foncières ou d'améliorer l'accès aux services d'enregistrement des transactions ? Cela comprend les changements dans le nombre d'étapes et le temps nécessaire pour effectuer ces transactions par les ménages et les entreprises (le temps écoulé), ainsi que le temps pour le traitement administratif par l'ANCFCC.
- Quel est l'impact du projet sur la sécurité des régimes fonciers et la résolution des conflits fonciers ?
- Les institutions ciblées par le projet utilisent-elles les nouveaux systèmes et procédures de gestion du foncier mis en place par le projet (pérennité post-projet)?
- Dans quelle mesure l'impact des réformes - en général et plus spécifiquement celles liées au foncier – est-il apparent dans les zones d'intervention du Compact, et au-delà des zones d'intervention ?
- Autres questions identifiées par MCC, l'Agence MCA-Morocco ou par l'évaluateur.

4.3.3.2 Activité « Foncier rural »

Quant à l'activité « Foncier rural », les évaluations d'impact rigoureuses basées sur la randomisation sont jugées non faisables puisque le Gouvernement a déjà ciblé des sites spécifiques pour les interventions. L'approche quasi-expérimentale qui compare entre les périmètres non ciblés et les périmètres sélectionnés peut être réalisable. Au cas où les données ne sont pas disponibles pour entreprendre une telle approche, une évaluation quantitative de la performance sera entreprise. Ci-dessous des exemples des questions qui peuvent être posées lors de l'évaluation de cette activité.

4.3.3.2.1 Questions d'évaluation

- Quel est le nombre de ménages ayant reçus des titres fonciers ?

- Quel est le nombre d'hectares convertis en propriétés privées ?
- Quel est le taux d'augmentation par hectare des investissements agricoles ?
- Quelle est la variation de la productivité du foncier (par exemple la production végétale et animale) dans le cadre des investissements de ce Compact ?
- Quel est l'impact de l'activité sur le revenu des ménages ?
- Quel est l'impact du projet sur l'accès des bénéficiaires aux prêts ou autres sources de financement ? Le projet a-t-il un impact sur le coût ou les conditions de financement ?
- Le projet entraîne-t-il un accès accru aux informations sur la propriété foncière dans la zone de mise en œuvre de la part des propriétaires et du public.
- Quel est l'impact du projet sur la sécurisation des régimes fonciers et les conflits fonciers dans les zones couvertes par le projet ?
- Quel est l'impact du projet sur la valorisation du foncier ?
- Les institutions ciblées par le projet utilisent-elles toujours les nouvelles procédures de gestion du foncier mises en place par le projet (pérennité post-projet) ?
- Comment les bénéfices (économiques et sociaux) et/ou les coûts du projet sont-ils répartis entre hommes et femmes ? Pauvres / vulnérables et non-pauvres ? Quelle est la raison des différences constatées ?

4.3.3.3 Activité « Foncier industriel »

Ci-dessous des exemples des questions qui peuvent être posées lors de l'évaluation de l'activité foncier industriel.

4.3.3.3.1 Questions d'évaluation

- Quel est le volume total des investissements privés réalisés pour le développement des zones industrielles dans le cadre des PPP ?
- Quel est le nombre d'hectares de foncier inexploité au préalable qui ont été mis en service dans les zones industrielles existantes visées par le projet, Quel est le nombre d'hectares de foncier industriel développé dans le cadre d'une approche axée sur le marché ?
- Quel est le pourcentage des zones foncières soutenues par le Compact qui est mis en service par les entreprises pour des fins industrielles (Ha utilisés/ le nombre total d'Ha) ?
- Quel est le nombre d'offres d'emplois dans les entreprises situées dans les zones couvertes par le Compact ?

- Quel est l'impact du projet sur l'investissement et / ou sur l'augmentation de la productivité du foncier ? L'augmentation de l'offre de foncier industriel axée sur la demande du marché entraîne-t-elle une augmentation de la production et / ou de la productivité des entreprises, une hausse de l'investissement et la croissance dans le secteur industriel ?
- Quels sont les impacts du projet sur le développement, la gestion et la maintenance des zones industrielles ? La participation du secteur privé dans ces domaines a-t-elle augmenté ?
- Quel est l'impact du projet sur l'offre du marché en foncier destiné au développement des zones industrielles ? sur l'offre et la qualité des parcelles dans les zones industrielles ? Sur les taux d'occupation et de valorisation du foncier dans les zones industrielles ?
- Les institutions ciblées par le projet utilisent-elles toujours les nouveaux processus, modèles et procédures introduits par le projet (pérennisation post-projet) ? Quels sont les facteurs qui entravent ou favorisent la pérennisation ?
- Dans quelle mesure l'effet des réformes, des pratiques, des politiques et des projets pilotes de développement, de gestion et de maintenance des zones industrielles est-il limité aux sites d'intervention de MCC et dans quelle mesure cet effet est-il de portée plus large ?

5. MISE EN ŒUVRE ET GESTION DU PLAN DE S&E

5.1 Responsabilités

La direction du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique de l'Agence MCA-Morocco est composée d'un Directeur qui a la responsabilité principale de diriger et de gérer toutes les activités de S&E et deux cadres qui soutiendront le Directeur dans l'exécution des activités de la direction. De plus, la direction recrutera, le cas échéant, des contractants à court terme pour l'appuyer dans la mise en œuvre des activités suivantes et d'autres activités connexes :

- Mettre en œuvre toutes les activités prévues dans le plan de S&E et s'assurer que toutes les exigences du Plan S&E sont respectées par l'Agence MCA-Morocco ;
- En se basant sur son expertise dans la gestion axée sur les résultats, la Direction du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique prendra des mesures pour promouvoir une culture basée sur les résultats au sein de l'Agence MCA-Morocco et des entités d'exécution– Cela implique de s'assurer que les équipes de gestion des projets de l'AgenceMCA-Morocco utilisent les informations de S&E pour améliorer les performances du Compact ;
- Veiller à ce que le plan de S&E soit modifié et mis à jour au fur et à mesure que des informations améliorées deviennent disponibles ;
- Superviser le développement et l'exécution des technologies/systèmes (y compris les systèmes de collecte de données, d'analyse des données et d'établissement de rapports) qui contribuent à l'exécution des tâches de la Direction et qui s'intègrent, si nécessaire, au Système d'information de gestion de MCC ;
- Élaborer et documenter les politiques, procédures et processus de S&E dans un Guide qui sera utilisé par toutes les équipes chargées de la mise en œuvre du projet ;

- Diffuser le plan de S&E et l'expliquer à toutes les parties prenantes impliquées dans le Compact, en particulier les entités d'exécution des projets, afin de garantir une compréhension commune par tous. Cela pourrait prendre la forme de séances d'orientation et de renforcement des capacités et focaliser sur des questions telles que:
 - Expliquer les définitions des indicateurs, les méthodes de collecte des données et le planning/la fréquence de la collecte de données et d'établissement de rapports,
 - Les procédures de contrôle de qualité et de vérification des données,
 - Les questionnaires et la méthodologie d'évaluation d'impact, etc.
- Développer et utiliser un système de documentation pour s'assurer que les actions, processus et livrables essentiels de S&E sont systématiquement enregistrés. Cela peut être accompli soit dans le cadre du système d'information de S&E, soit de manière indépendante. La documentation peut englober les éléments suivants :
 - Indicateurs et preuves matérielles pour les valeurs déclarées ;
 - Versions du Plan de S&E ;
 - Manuels et modèles d'établissement de rapports ;
 - Principaux livrables du S&E, y compris les termes de référence, les contrats/accords, les instruments de collecte de données, les rapports / analyses, etc.
- Développer et mettre en œuvre, en concertation avec les responsables de la Communication, de la performance environnementale et sociale (ESP), du Genre et Inclusion Sociale (GIS)) une approche systématique de diffusion des résultats basée sur des données vérifiées du ITT ;
- Organiser et superviser périodiquement des revues indépendantes régulières de la qualité de données afin d'évaluer la qualité de celles communiquées à l'Agence MCA-Morocco ;
- Participer au suivi du projet au moyen de visites périodiques sur le terrain, d'un examen régulier du suivi des rapports de projet et de l'analyse de la performance et d'autres données;
- Mettre à jour périodiquement le plan de S&E;
- Gérer le budget du S&E de manière efficace ;
- Contribuer à la conception de la stratégie d'évaluation ;
- Collaborer avec l'équipe de passation de marché pour préparer et exécuter les passations de marché et contrats de suivi et d'évaluation ;
- Veiller à ce que les mécanismes de collecte de données soient conçus pour collecter des données désagrégées selon le sexe et d'autres dimensions sociales et économiques et que les résultats soient présentés au niveau de désagrégation le plus approprié ; et
- Veiller à ce que les activités de collecte, de stockage et de diffusion des données maximisent la protection de la confidentialité des informations personnelles identifiables des répondants aux enquêtes. Cela peut nécessiter des actions pour :
 - ✓ Faciliter l'accès aux autorisations nécessaires pour la collecte de données ;
 - ✓ Utiliser des armoires à clé pour la conservation des dossiers papier ;

- ✓ Utiliser des systèmes de transfert de fichiers sécurisés ;
- ✓ Crypter les fichiers de données ;
- ✓ Utiliser la protection par mot de passe et le cryptage des données sur les systèmes de données ;
- ✓ Exiger une confirmation signée des rôles et des responsabilités ;
- ✓ Exiger que les parties prenantes concernées signent des accords de confidentialité ; et,
- ✓ Intégrer les normes de protection des données dans les procédures de gestion des documents de l'organisation ou, au besoin, élaborer des procédures de gestion des documents qui incluent de telles normes.

Le Directeur du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique fera partie du Comité de Gestion de MCA-Morocco, composé des cadres de l'Agence MCA-Morocco, à savoir, les directeurs de projets et les directeurs support. La collaboration avec l'équipe de passation de marché sera très importante pour préparer et exécuter en temps voulu les marchés liés au suivi et à l'évaluation, ainsi que pour s'assurer que les autres contrats de mise en œuvre contiennent les dispositions nécessaires en matière de communication des données.

L'organisation des séminaires et des ateliers, ainsi que l'élaboration, la distribution et la diffusion des matériels de S&E seront menés en étroite coopération avec la Direction de Communication de l'Agence MCA-Morocco.

Afin de préparer le suivi post-Compact par le GdM, la Direction du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique de l'Agence MCA-Morocco devrait identifier un Point de Contact (PdC) post-compact pour MCC dès le début du programme et travailler avec ce PdC pour lui permettre de mieux comprendre le Compact et le processus de suivi. Ce PdC devrait faire partie de l'entité gouvernementale qui s'engagera à poursuivre le S&E des investissements du Compact après sa clôture. La Direction du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique doit également identifier l'équipe qui sera responsable de l'examen des rapports d'évaluation livrés post Compact (par exemple les chefs de projet), pour s'assurer que les parties prenantes du projet examinent et fournissent des commentaires avant la publication des rapports finaux.

5.2 Système d'Information de Gestion de S&E de l'Agence MCA-Morocco

Toutes les MCA doivent utiliser le système d'information de gestion (SIG) de MCC pour soumettre la DDDT (y compris ITT) à MCC. En outre, MCA-Morocco peut décider de développer son propre SIG pour le S&E afin de collecter des données auprès des entités d'exécution. Cependant, tout développement du SIG doit être coordonné étroitement avec les initiatives de SIG de MCC.

5.3 Examen et révision du Plan de S&E

Le Plan de S&E est conçu pour évoluer au cours du temps, en s'adaptant aux changements des activités du Programme et aux améliorations dans le suivi et la mesure de performance. Au cours du quatrième trimestre de chaque année du Compact, ou au besoin, les équipes de S&E de l'Agence MCA-Morocco et de MCC examineront dans quelle mesure le Plan de S&E a atteint ses objectifs. L'examen vise à s'assurer que le Plan de S&E mesure précisément la performance du Programme et fournit des informations cruciales sur la nécessité de modifier la conception du projet. Plus précisément, l'examen :

- Veille à ce que le plan de S&E montre si la séquence logique des résultats et des effets de l'intervention se produisent ;
- Vérifie si les définitions des indicateurs sont précises et pertinentes;
- Vérifie si les indicateurs de S&E reflètent de manière précise la performance du Programme;
- Met à jour les cibles d'indicateurs, comme le permet la Politique de Suivi et d'Évaluation de MCC ; et
- Ajoute des indicateurs, au besoin, pour suivre les résultats jusqu'ici non mesurés.

Le Plan de S&E sera révisé par l'Agence MCA-Morocco, en accord avec l'équipe de S&E de MCC, lorsque le besoin de révision sera identifié lors de l'examen dudit plan. Le processus de révision et d'approbation se conformera aux directives décrites dans la politique S&E de MCC.

6. BUDGET S&E

Le budget pour la mise en œuvre des activités de suivi et d'évaluation proposées pour les cinq ans du Compact est de 10 millions de dollars. Ce budget n'inclut pas les dépenses du personnel de la Direction du S&E de l'Agence MCA-Morocco dont les dépenses salariales sont incluses dans le budget administratif du Compact. Le budget ne doit pas être dépassé sur les cinq ans, mais la répartition du financement entre les rubriques et les années peut être ajustée en fonction des résultats des revues, généralement annuelles, du Plan S&E ou trimestriellement si nécessaire.

Budget de la direction du suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique

En millions de \$

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Formation du personnel de MCA et du staff des entités d'exécution en matière de S&E	80 000	220 000	150 000	50 000	-	500 000
Assistance Technique Suivi&Evaluation	50 000	50 000	100 000	100 000	100 000	400 000
Revue de la qualité des données		350 000				350 000
Collecte de données	300 000	2 780 980	1 863 299	263 651	2 246 970	7 454 900
Collecte de données pour l'étude de l'impact de l'activité éducation secondaire	300 000	380 980	263 299	263 651	446 970	1 654 900
Collecte des données pour Etablissement de situation de référence des activités (hors éducation secondaire)		400 000	400 000			800 000
Collecte des données pour Evaluation intermédiaire			1 200 000			1 200 000
Collecte des données pour Evaluations finales					1 800 000	1 800 000
Collecte de données pour l'initiative des évaluations d'impacts		2 000 000				2 000 000
Analyse de données/études spéciales		200 000	400 000			600 000
Support logistique et communication (visites des sites, réunion de sensibilisation, ateliers d'information des parties prenantes, traduction, atelier avec les points focaux ME)	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000
Contingencies	45 100	100 000	100 000	100 000	100 000	445 100
Total suivi évaluation (Compact)	525 100	3 750 980	2 663 299	563 651	2 496 970	10 000 000
dont (CIF)	300 000					300 000

Alors que les ressources nécessaires pour la collecte de données durant la période du Compact sont allouées par l'Agence MCA-Morocco à partir des fonds du Compact, la conception et l'analyse de l'évaluation devraient être financées directement par MCC. A ce titre, MCC prévoit d'engager environ 6 millions de dollars pour financer les évaluateurs externes pendant la durée du Compact et la période d'évaluation post-Compact.

Le budget de S&E financera la collecte de données pour l'étude de l'impact des différentes activités (enquête de situation de référence, enquête intermédiaire et enquête finale). Il financera également l'assistance technique et la formation du personnel de l'Agence MCA-Morocco et du staff des entités d'exécution en matière de S&E (la conception et la mise en œuvre de plans de S&E axés sur les résultats, la gestion de projet axée sur les résultats, l'évaluation des projets de développement, l'analyse coût-bénéfice des projets de développement...). Il financera aussi d'autres activités nécessaires à la gestion des activités de S&E (visites des sites, réunion de sensibilisation, ateliers d'information des parties prenantes, reproduction, atelier avec les points focaux du S&E...).

ANNEXE I: TABLEAU DE DOCUMENTATION DES INDICATEURS

Annexe I. 1: Tableau de documentation des indicateurs pour le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »

A. Activite « Developpement de la formation professionnelle et de l'emploi »

A.1 Programme de la formation professionnelle

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
Résultat	Les réformes juridiques, financières et politiques adoptées	Le nombre de réformes adoptées par le secteur public attribuables au soutien du Compact et qui augmentent la capacité du secteur de la formation professionnelle à améliorer l'accès, la qualité et / ou la pertinence.	Nombre		Rapport d'activité	MCA/ DFP	Trimestrielle	
Processus	Plan d'Action pour l'intégration du genre et l'inclusion sociale	Date à laquelle le Plan d'Action d'intégration du genre et d'inclusion sociale est approuvé.	Date		Plan d'Action Adopté	MCA/DFP	Une fois	
Résultat	Nouveaux centres de formation professionnelle gérés en partenariat public-privé (PPP) et centres de formation professionnelle existants convertis vers des modèles de gestion impliquant davantage le secteur privé	Le nombre de centres de formation professionnelle nouveaux et existants opérationnels subventionnés par le Compact, et qui ont officiellement inscrit des stagiaires.	Nombre	Créations/ Extensions et reconversions	Carte de formation professionnelle	MCA/DFP	Trimestrielle	

Résultat	Formateurs formés	Le nombre de formateurs ayant suivi une formation telle que définie par TVET Programme	Nombre	Genre (Femmes/Hommes), Secteur	Certificat de Formation	MCA/DFP	Trimestrielle	
Résultat	Directeurs formés	Le nombre de directeurs ayant suivi une formation telle que définie par TVET Programme	Nombre	Genre (Femmes/Hommes), Secteur	Certificat de Formation	MCA/DFP	Trimestrielle	
Processus	Pourcentage du Fonds Charaka déboursé.	Pourcentage de déboursement Fonds Charaka (portion financée par le Compact uniquement), tel qu'indiqué dans les Accords de Subvention signés. La valeur résiduelle de tout Accord de Subvention signé qui sera résilié sera retirée du montant total déclaré.	Pourcentage		Agent Fiscal	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	
Processus	Valeur des Accords de Subvention signés.	Valeur totale (engagée) des conventions de subvention ayant été signées. Toutes les conventions de subvention signées, mais ayant été résiliées par la suite seront retranchées du montant total communiqué.	Dollars Américains		Agent Fiscal	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	
Processus	Nombre des Accords de Subvention signés.	Nombre des Accords de Subvention signés. Tous les Accords de Subvention signés qui ont été résiliés seront retirés du total déclaré.	Nombre		Accords de Subvention	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	
Processus	Investissements du Fonds Charaka déboursés.	La valeur totale des financements par subvention déboursée par le Fonds Charaka (y compris les contributions de MCC et du GdM).	Dollars Américains		Agent Fiscal	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	
Processus	Conception du nouveau modèle financier de la Formation Professionnelle.	L'approbation de la conception du nouveau modèle financier de la formation professionnelle.	Date		Rapport de conception de la Formation Professionnelle	Manager du Project EFTP (MCA-M)	Une fois	

Processus	Valeur de Co-financement engagée par rapport aux fonds Charaka.	Valeur totale des contributions de financement des partenaires / cofinancements obtenus dans le cadre du fonds Charaka. Le montant du cofinancement de tout accord signé qui sera résilié sera supprimé du montant total déclaré. (N'inclut pas les fonds Compact)	Dollars Américains		Conventions des subventions signées	Manager du Project EFTP (MCA-M)	Trimestrielle	
Résultat	Diplômés des nouveaux centres de formation professionnelle	Le nombre des diplômés des nouveaux centres de formation professionnelle	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	MCA/DFP	MCA/DFP	Annuelle	

A.2 Programme emploi

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
Effet	Nombre de bénéficiaires employés après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Le nombre de bénéficiaires employés après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'avancement de l'assistance technique	MCA-M/DE	Trimestrielle	Actuellement, le délai d'emploi après la fin du programme est A Déterminer
Effet	Le nombre d'employés placés retenus dans un emploi	Le nombre d'employés retenus après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats (Pendant une période déterminée sur l'Assistance Technique/Plan de mise en œuvre du Programme)	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'avancement de l'assistance technique	MCA-M/DE	Trimestrielle	Idem
Résultat	Le nombre de Participants au programme de placement utilisant le financement basé sur les résultats	Le nombre de Participants aux nouveaux programmes de placement utilisant le financement basé sur les résultats	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'avancement de l'assistance technique	MCA-M/DE	Trimestrielle	
Résultat	Conception et outils de mise en œuvre d'un nouveau programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Date d'approbation des livrables relatives à la conception et aux outils de mise en œuvre d'un nouveau programme de financement basé sur les résultats	Date		Livable de conception approuvé	MCA/DE	Une fois	
Processus	Assistance technique portant sur développement de programmes d'emploi inclusif utilisant le financement basé sur les résultats.	La date de contractualisation d'assistance technique relative au développement de programmes d'emploi inclusif au financement basé sur les résultats	Date		Passation de Marché MCA	MCA/DE	Une fois	
Processus	Plan d'Action détaillé de l'assistance technique à	Date d'approbation du Plan d'Action annuel de l'assistance technique à l'ANAPEC pour améliorer la gestion du programme TAEHIL	Date		Procès-verbal de la réunion	MCA/DE	Une fois	

	l'ANAPEC pour améliorer la gestion du programme TAEHIL				de revue du livrable			
Processus	Plan d'action de l'assistance technique relative à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel	Date de validation des livrables relatifs au design l'assistance technique portant sur la promotion de l'équité genre en milieu professionnel	Date		Plan d'Action Approuvé	MCA/DE & DGIS	Une fois	
Résultat	Nombre de projets de recherche réalisées	Nombre de projets de recherche ayant soumis un rapport final au Comité scientifique	Nombre		Déclarations des Partenaires de Recherche	MCA/DE	Trimestrielle	
Processus	Nombre de propositions de recherche soumises	Nombre de propositions de recherche soumises à l'examen du Comité scientifique	Nombre		Rapport du Comité Scientifique	MCA/DE	Trimestrielle	
Processus	Nombre de propositions de projets de recherche approuvées	Nombre de projets de recherche sélectionnés par le Comité scientifique	Nombre		Rapport du Comité Scientifique	MCA/DE	Trimestrielle	
Processus	Attribution de l'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	La date d'attribution du contrat d'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date		Passation de Marché MCA	MCA-M	Une fois	
Processus	Plan d'action détaillé de l'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date d'approbation du plan d'action annuel pour l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date		Procès-verbal de la réunion du comité de pilotage de l'activité	MCA/DE	Une fois	

B.Activité «Education secondaire »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
MIAES								
Effet	Diplômés des activités d'éducation Secondaire soutenues par la MCC	Le nombre d'élèves diplômés de la dernière année de chaque niveau d'éducation (Enseignement secondaire collégial, enseignement secondaire qualifiant, etc....) dans les programmes soutenus par la MCC.	Nombre	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) Niveau d'éducation; C) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF/ MCA- DES	Annuelle	
Effet	Diplômés des activités de l'enseignement secondaire collégial soutenues par la MCC (Collèges)	Le nombre d'élèves diplômés de la dernière année de l'enseignement secondaire collégial dans les programmes soutenus par le Compact.	Nombre	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF/ MCA- DES	Annuelle	
Effet	Diplômés des activités de l'enseignement secondaire qualifiant soutenues par la MCC (Lycées)	Le nombre d'élèves diplômés de la dernière année de l'enseignement secondaire du Lycée dans les programmes soutenus par le Compact.	Nombre	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF/ MCA- DES	Annuelle	
Effet	Budget de l'établissement alloué pour les directeurs	Montant total du budget de l'établissement alloué pour l'année scolaire.	MAD	Tanger Tetouan-Al-Hoceima, Marrakech-Safi, Fès-Meknès	Budget de l'établissement	Unité de Gestion de Projet (UGP) MCA-M	Annuelle)
Effet	Budget d'établissement scolaire déboursé par les directeurs	Montant total du budget de l'établissement scolaire déboursé par trimestre.	MAD	Tanger Tetouan-Al-Hoceima, Marrakech-Safi, Fès-Meknès	Budget de l'établissement	AREF /Direction Provinciale	Trimestrielle	

Résultat	Élèves inscrits dans des établissements sélectionnés pour bénéficier des activités du Compact.	Le nombre d'élèves inscrits dans des établissements participants aux activités du Compact. (Enseignement secondaire collégial ou qualifiant)	Nombre	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF/ MCA- DES	Annuelle	
Résultat	Établissements scolaires construits ou réhabilités.	Le nombre d'établissements scolaires qu'ont bénéficié de construction ou réhabilitations selon les normes stipulées dans les contrats MCA signés avec les responsables de la mise en œuvre.	Nombre		Certificat d'achèvement des travaux	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	Dans le Compact Maroc, on va uniquement faire des réhabilitations.
Résultat	Nombre d'établissements scolaires avec PEI approuvé	Le nombre d'Établissements Scolaires avec PEI (projet d'établissement intégré) approuvés, tels que définis dans les Accords de l'Entité de Mise en Œuvre	Nombre		Plans d'Amélioration d'Établissements Scolaires	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Résultat	Les Directeurs d'établissements scolaires formés	Le nombre de directeurs d'établissements ayant complétés la formation appuyée par le Compact et axée sur le soutien des enseignants dans la mise en œuvre des techniques de gestion améliorées.	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Certificat de formation	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Résultat	Nombre d'enseignants ayant participé aux formations (au moins une fois)	Le nombre d'enseignants ayant participé à au moins une formation, soutenue par la MCC, focalisant sur la qualité de l'enseignement telle que définie par l'Activité de la Formation du Compact.	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Liste de présence	MCA/ Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Résultat	Nombre d'enseignants formés	Le nombre d'enseignants ayant complétés la formation soutenue par la MCC, focalisant sur la qualité de l'enseignement telle que définie par l'Activité de Formation du Compact.	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Certificat de formation	MCA/ Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Résultat	Taux d'abandon	Pourcentage d'élèves qui quittent l'école pendant l'année scolaire	Pourcentage	Collèges, Lycées, Genre (Femmes/Hommes)	Système MASSAR	AREF, MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Annuelle	
Résultat	Taux de redoublement	Pourcentage d'élèves qui redoublent une classe	Pourcentage	Collèges, Lycées, Genre (Femmes/Hommes)	MASSAR Data System	AREF, MCA-M / Directeur de	Annuelle	

						l'Éducation Secondaire (DES)		
Résultat	Nombre d'établissements scolaires totalement équipés	Nombre d'établissements scolaires ayant reçu tout le mobilier, l'équipement ou le matériel didactique, financés à l'aide des fonds du Compact	Nombre		Certificat de Réception	Ministère de l'éducation nationale MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Résultat	Nombre d'établissements scolaires recevant du matériel	Nombre d'établissements scolaires ayant reçu du mobilier, équipement ou matériel didactique, financé à l'aide de fonds du Compact	Nombre		Certificat de Réception	Ministère de l'éducation nationale MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Processus	Valeur des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	La valeur de tous les contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires (par exemple, technologie de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) utilisant les fonds du Compact.	Dollars Américains		Contrat	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Processus	Pourcentage des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Le montant total des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires divisé par le budget dédié aux constructions, réhabilitations et équipements prévus au niveau de l'activité éducation secondaire.	Pourcentage		Rapport -Agent Fiscal	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Processus	Valeur déboursée des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Le montant déboursé de tous les contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires (par exemple, technologie de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) utilisant les fonds du Compact.	Dollars Américains		Rapport Agent Fiscal	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	

Fonds de Partenariat								
Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
Résultat	Nombre d'activités parascolaires offertes	Nombre d'établissements scolaires qui ont augmenté les activités parascolaires offertes dans la région Tanger, Tétouan-Al Hoceima (TTH)	Nombre		PEI & les conventions du partenariat	AREF TTH	Annuelle	
Résultat	Nombre d'activités parascolaires offertes par le Fonds de Partenariat	Nombre d'établissements scolaires qui ont augmenté les activités parascolaires offertes à travers le Fonds de Partenariat dans la région Tanger, Tétouan-Al Hoceima (TTH)	Nombre		A Déterminer	AREF TTH MCA/ Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Annuelle	
Résultat	Nombre d'élèves participants aux activités parascolaires offertes financées par le Fonds de Partenariat	Nombre d'élèves participants aux activités parascolaires offertes financées par le Fonds de Partenariat	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'activité des trois associations	Gestionnaire du Fonds de Partenariat (MCA-M)	Trimestrielle	
Résultat	Pourcentage d'élèves fréquentant les établissements scolaires bénéficiaires du programme qui pratiquent des activités parascolaires	Pourcentage d'élèves fréquentant les établissements scolaires bénéficiaires du programme qui pratiquent des activités parascolaires au-delà des activités normales en classe. (Étudiants inscrits à des activités parascolaires / Étudiants inscrits dans des établissements scolaires bénéficiaires du programme)	Pourcentage	Tanger Tetouan-Al-Hoceima, Marrakech-Safi, Fès-Meknès	A Déterminer	AREF	Semi Annuelle	
Résultat	Valeur du cofinancement engagé dans le cadre du Fonds de Partenariat	Valeur totale des contributions provenant de financement des partenaires / cofinancements obtenues grâce au Fonds de Partenariat. Les partenaires comprennent des organisations du secteur privé et des organisations non gouvernementales. Le montant du cofinancement de tout Accord signé qui sera	MAD		Accord de Partenariat	Gestionnaire du Fonds de Partenariat (MCA-M)	Trimestrielle	

		résilié sera retiré du montant total déclaré. (N'inclut pas les fonds du Compact)						
Résultat	Nombre d'Accords de Partenariat signés	Nombre d'Accords de Partenariat signés par MCA-Morocco via le fonds de partenariat. Tous les Accords de Partenariat signés qui ont été résiliés seront retirés du total déclaré.	Nombre		Accords de Partenariat	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	
Nouvelle Approche O&M								
Processus	Signature du contrat de maintenance	La date de signature du contrat de maintenance	Date		Contrat de maintenance signé	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Une fois	
Processus	Sélection du système d'Entretien et de Maintenance	La date de sélection du système d'Entretien et de Maintenance à mettre en œuvre	Date		Procès-verbal de la réunion d'Entretien et de Maintenance	MCA/DES	Une fois	
Résultat	Nombre d'établissements scolaires bénéficiant d'un nouveau système d'Entretien et de Maintenance	Nombre d'établissements scolaires bénéficiant d'un nouveau système d'Entretien et de Maintenance	Nombre		Directeurs des établissements scolaires	MCA/DES	Trimestrielle	
Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
MASSAR/Evaluations des acquis								
Résultat	Évaluation nationale des acquis des élèves	Date d'achèvement du cycle complet des rapports du programme national d'évaluation des acquis des élèves (PNEA)	Date		Rapport PNEA	(OCDE)	Une fois	
Résultat	Évaluation internationale des acquis des élèves	Date d'achèvement du cycle complet des rapports du PISA	Date		Rapport PISA	MCA/DES	Une fois	

Résultat	Améliorations du Système de Gestion de l'informations de l'enseignement (SGIE).	Date d'achèvement des améliorations de SGIE comme indiqué dans l'accord relatif à l'entité d'exécution correspondant	Date		Travail complété par le contractant	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Une fois	
----------	---	--	------	--	-------------------------------------	---	----------	--

AnnexeI. 2:Tableau de documentation des indicateurs pour le projet « Productivite du foncier »

A. Activité « Gouvernance du foncier »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
Effet	Nombre de titres fonciers établis par suite d'immatriculation foncière	Ces titres fonciers sont issus de réquisitions d'immatriculation, lesquelles ont été soumises au processus d'immatriculation foncière impliquant la publicité foncière, la purge des droits, le bornage d'immatriculation, l'établissement de plan cadastral régulier, la clôture des opérations de bornage et la solution des oppositions éventuelles. Cet indicateur inclut des titres dont les réquisitions ont fait l'objet d'une plainte et qui a été résolue ainsi que des titres dont les réquisitions n'ont fait l'objet d'aucune opposition.	Nombre		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Annuelle	
Effet	Nombre total de titres fonciers (National)	Le nombre de titres fonciers créés pour tout le Maroc, y compris ceux issus de règlement de copropriété (appartements, bureaux, ...), ou de morcellement, lotissement et autres.	Nombre	Propriétaire unique, Genre (Femmes/Hommes), Titres en indivision	Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Annuelle	Les titres communs peuvent inclure Martial, famille, famille élargie
Effet	Le nombre moyen de jours pour immatriculer un bien immobilier en utilisant la	Le nombre moyen de jours qu'il faut pour immatriculer un bien immobilier en utilisant la procédure normale d'immatriculation	Jours		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Situation de Référence et à la fin du Compact	Le processus d'immatriculation est utilisé pour un premier

	procédure normale d'immatriculation							enregistrement du titre foncier
Effet	La variation en pourcentage du délai nécessaire à l'immaturation d'un bien (pour la 1 ^{ère} fois) selon la procédure normale	La variation moyenne en pourcentage du nombre de jours pour qu'une personne ou une entreprise puisse immatriculer un bien selon la procédure normale.	Pourcentage		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Situation de Référence et à la fin du Compact	
Effet	Délai d'inscription des transactions foncières	Le nombre moyen de jours pour qu'un individu ou une entreprise puisse procéder à l'inscription d'une opération foncière sur les livres fonciers	Jours		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Situation de Référence et à la fin du Compact	Cela sera déterminé une fois les actions prioritaires seront identifiées dans la stratégie foncière élaborée
Effet	Nombre d'étapes pour les transactions foncières d'immatriculation	Nombre d'étapes pour enregistrer un titre foncier selon la procédure d'immatriculation	Nombre		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Situation de Référence et à la fin du Compact	Cela sera déterminé une fois les actions prioritaires seront identifiées dans la stratégie foncière élaborée
Effet	Nombre d'étapes pour les transactions foncières d'inscription	Nombre d'étapes pour enregistrer d'une opération foncière sur les livres fonciers(procédure d'inscription)	Nombre		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Situation de Référence et à la fin du Compact	Cela sera déterminé une fois les actions prioritaires seront identifiées dans la stratégie foncière élaborée
Effet	Nombre de réquisitions d'immatriculation transmises au tribunal (National)	Nombre de réquisitions objet d'opposition non résolues à l'amiable et ayant nécessité le recours au tribunal pour leur résolution (National)	Nombre		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Trimestriel	Au Maroc, les oppositions à une demande de titre foncier lors de l'immatriculation sont considérées comme un litige. La demande

								d'immatriculation ne peut pas progresser tant que le litige (opposition) n'est pas résolu.
Effet	Nombre de réquisitions d'immatriculation résolues au niveau des tribunaux	Nombre de réquisitions d'immatriculation retournées du tribunal à la conservation foncière après jugement	Nombre		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Trimestriel	Au Maroc, les oppositions à une demande de titre foncier lors de l'immatriculation sont considérées comme un litige. La demande d'immatriculation ne peut pas progresser tant que le litige (opposition) n'est pas résolu. Cet indicateur n'inclut pas l'opposition / les conflits résolus par médiation ou en dehors du système judiciaire.
Effet	Le rapport de la superficie immatriculée rapportée à la superficie totale du Maroc.	Le pourcentage total de la superficie du Maroc ayant fait l'objet d'immatriculation	Pourcentage		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Annuelle	
Résultat	Réformes législatives et réglementaires adoptées	Le nombre de textes législatifs spécifiques ou de décrets d'application adoptés par le pays bénéficiaire du Compact et attribuables à un soutien du Compact.	Nombre		Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	MCA/Dir GF	Annuelle	L'indicateur peut inclure des réformes au niveau national ou Régional/local. Chaque loi nouvelle

								ou révisée devrait être comptée comme une unité. Des amendements multiples à la même loi ne devraient pas être comptés séparément.
Résultat	Actions prioritaires de la stratégie foncière nationale qui sont réalisées	Le nombre d'actions définies comme prioritaires dans le plan d'actions de la stratégie foncière nationale qui sont réalisable	Nombre		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Annuelle	Cet indicateur fait référence au Plan d'Action issu de la Stratégie Foncière Nationale
Processus	Assistance technique engagée	La date de signature du contrat d'assistance technique pour l'élaboration de la Stratégie Foncière Nationale et de son Plan d'Action	Date		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Une fois	
Processus	Dialogues régionaux organisés	Le nombre de dialogues régionaux organisés	Nombre		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Trimestrielle	Cet indicateur ne sera pas reporté jusqu'à l'année 2 et sera complété à l'année 3
Résultat	Parties prenantes présentes aux dialogues régionaux.	Le nombre de Parties prenantes ayant assisté aux dialogues régionaux.	Nombre	Secteur Privé/ Société civile / Gouvernement / ONG / Genre (Femmes/Hommes)	MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Trimestrielle	
Processus	Adoption formelle de la Stratégie Foncière Nationale et de son Plan d'Action.	Date de l'adoption formelle par le Gouvernement. de la Stratégie Foncière Nationale et de son Plan d'Action	Date		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Une fois	
Processus	Assises Nationales sur le Foncier	La date de tenue des Assises Nationales sur le Foncier.	Date		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Une fois	

Processus	Nombre de réunions de la commission ministérielle permanente de la politique foncière	Nombre de réunions annuelles de la commission ministérielle permanente de la politique foncière	Nombre		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Annuelle	
Processus	Nombre de réunions du secrétariat de la commission ministérielle permanente de la politique foncière (commission technique)	Nombre de réunions annuelles du secrétariat de la commission ministérielle permanente de la politique foncière (commission technique)	Nombre		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Annuelle	

B. Activité « Foncier rural »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
Effet	La variation en pourcentage du délai d'achèvement de melkisation	La variation moyenne en pourcentage du nombre de jours pour accomplir la procédure de melkisation.	Pourcentage		Rapport du Consultant en charge de l'implémentation de la procédure optimisée	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre	Cet indicateur ne concernera que le Projet Foncier Rural et le projet ne concerne que les individus dans les 46 000 HA. Pour que cet indicateur soit correctement calculé, un chiffre de Situation de référence pour le délai d'achèvement des transactions foncière (immatriculation) est requis. Numérateur = Temps pour les transactions foncières (immatriculation) (L-7.2) - la Situation de référence pour le délai d'achèvement des transactions foncière (immatriculation). Dénominateur = la Situation de référence

								pour le délai d'achèvement des transactions foncière (immatriculation).
Résultat	Nombre d'étapes pour obtenir un titre foncier dans le cadre de la melkisation	Nombre d'étapes pour obtenir un titre foncier durant la procédure de melkisation	Nombre		Rapport du Consultant en charge de l'implementation de la procédure optimisée	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Deux fois	Le consultant fournira cette information une fois la Situation de référence et le processus d'optimisation établis
Effet	Rendement annuel moyen des cultures par hectare	Rendement annuel moyen des cultures par hectare	Kilogramme	Céréales, Cultures maraîchères, Légumineuses	Enquête auprès des exploitations agricoles	(MCA-M) M&E	Annuelle	Ces données représentent uniquement la zone du projet
Effet	Revenu moyen par HA de terres agricoles	Revenu moyen par HA de terres agricoles.	MAD par HA	Rendement de cultures. Rendement de l'élevage	Enquête auprès des exploitations agricoles	(MCA-M) M&E	Annuelle	Ces données représentent uniquement la zone du projet
Effet	Investissement dans les intrants agricoles	Investissement moyen dans les intrants agricoles par HA	MAD par HA		Enquête auprès des exploitations agricoles	((MCA-M) M&E	Annuelle	Ces données représentent uniquement la zone du projet

Effet	Nombre de litiges sur les terres en cours de mélikisation	Le nombre de litiges signalés / documentés dans la zone du projet	Nombre		Recensement des 46,000 HA, Rapport du Consultant	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre (Situation de Référence, à la fin du Compact, et Post Compact)	Une fois que le foncier passe le processus de mélikisation, il doit y avoir une réduction des conflits car chaque ayant droit aura des parcelles clairement définies.
Effet	litiges résolus à l'amiable au cours de la procédure de mélikisation	Le nombre de litiges fonciers et de droits de propriété qui ont été résolus par les autorités locales, les entrepreneurs, les médiateurs ou les tribunaux avec un soutien du Compact	Nombre		Recensement des 46,000 HA, Rapport du Consultant	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre (Situation de Référence, à la fin du Compact, et Post Compact)	
Résultat	Nombre de lots créés	Le nombre de lots créés par suite de lotissement de terres collectives en vue de mélikisation. Les dossiers de lotissement étant établis dans les règles de l'art par des Ingénieurs Géomètre Topographes relevant du secteur privé et déposés et certifiés par les Services du Cadastre.	Parcelles		Système d'information de ANCFCC	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	La définition de l'indicateur commun pour cet indicateur ne concerne que les nouvelles parcelles qui entreront sur le marché via le processus de mélikisation.
Résultat	Arrêté conjoint d'attribution des parcelles aux ayants droits	Arrêté conjoint d'attribution des parcelles aux ayants droits	Nombre		Arrêté	Ministère de l'Intérieur / Ministère de l'Agriculture	Trimestrielle	

Résultat	Droits fonciers formalisés	Le nombre de ménages, d'entités commerciales et autres (ONG, mosquées, hôpitaux) ayant obtenu une reconnaissance formelle de propriété et / ou des droits d'usufruit au moyen de certificat, de titre , de baux ou d'autres documents enregistrés par les institutions gouvernementales ou les autorités traditionnelles au niveau national ou local.	Nombre	Femme chef de ménage, Homme chef de ménage	MCA-M	(MCA-M) Directeur Foncier Rural		Pour ce Compact, nous ne comptons que les titres délivrés ménages ayants droit car c'est l'objectif du projet.
Résultat	La surface moyenne d'une parcelle	La surface moyenne d'une parcelle dans la zone d'intervention du projet	HA	Genre (Femmes/Hommes)	Recensement	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre (Baseline, End of Compact)	Savoir si le détenteur du titre pour une parcelle est un homme ou une femme
Résultat	Nombre d'ayants droit ayant obtenu des titres fonciers dans le cadre des lotissement de terres collectives dans le périmètre irrigué	Nombre d'ayants droit ayant obtenu des titres fonciers dans la zone d'intervention du projet. Plusieurs ayants droit peuvent être inscrits en indivision dans un seul titre foncier.	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Système d'information de ANCFCC	ANCFCC / (MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	
Résultat	Nombre de titres forciers créés	Nombre de titres forciers créés	Nombre	Propriété unique, Titres en Indivision	Système d'information de ANCFCC	ANCFCC / (MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	
Résultat	Nombre de titre de créés pour les collectifs (des lots) permettant, en conséquence, la melkisation	Nombre de titre de collectifs légalement assainis	Nombre		Ministère de l'Intérieur/ ANCFCC	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	
Résultat	Adoption par le gouvernement par la procédure de Melkisation optimisée	Le gouvernement a adopté la procédure de melkisation optimisée (plus efficace, plus inclusive et moins litigieuse)	Date		Procès-verbal de la réunion du Comité de Pilotage	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois	
Processus	Nombre de réunions du Comité de Pilotage tenues	Nombre de réunions du Comité de Pilotage tenues	Nombre		Procès-verbal de la réunion du Comité de Pilotage	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	

Processus	Assistance technique engagée	La date de signature par le soumissionnaire sélectionné du contrat relatif à la mise en œuvre de la procédure de Mélkisation optimisée	Date		Contrat signé	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois	
Processus	Établissement et adoption de l'Arrêté de lotissement	L'Arrêté officiel qui lance le processus formel pour amorcer physiquement le processus de lotissement (subdiviser le titre mère en lots)	Date		Arrêté	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois	
Processus	Achèvement du recensement des ménages et des parcelles	La date d'achèvement du recensement des ménages et des parcelles pour les 46 000 ha	Date		Rapport du Recensement	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois	

C. Activité « Foncier industriel »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Informations additionnelles
Effet	Montant des financements privés mobilisés par des PPP	Total des financements hors fonds de MCC et contribution du Gouvernement investis dans les zones industrielles à travers les PPP. Cet indicateur concerne uniquement les trois zones pilotes	Dollars Américains		Contrats	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	
Processus	Pourcentage de déboursement du budget de l'activité foncier industriel	Pourcentage de déboursement du budget de l'activité foncier industriel	Pourcentage	Assistance Technique, Zones Pilotes, FONZID	Agent Fiscal	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	
Processus	Montant des ressources engagés au titre de l'activité foncier industriel pour chaque activité	Montant total des engagement du budget de l'activité foncier industriel pour chaque activité	Dollars Américains	Assistance Technique, Zones Pilotes, FONZID	Agent Fiscal	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	
Processus	Montant du budget décaissé au titre de l'activité foncier industriel	Montant du budget décaissé de l'activité foncier industriel	Dollars Américains	Assistance Technique, Zones Pilotes, FONZID	Agent Fiscal	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	
Résultat	Emplois temporaires générés	Le nombre de personnes temporairement employées ou engagées par les entreprises contractées par MCA Morocco pour réaliser des travaux de construction	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Contractant(s)	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	
Processus	Création du Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (CEDFI)	Date à laquelle le Centre d'Expertise est opérationnel et fonctionnel. (La majorité du personnel est recrutée et installée dans ses locaux)	Date		Directeur Communication	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Une fois	Nous aurons atteint l'objectif une fois que le personnel aura emménagé dans les locaux.

Processus	Accord sur le plan de pérennisation du Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (CEDFI)	Date à laquelle les parties conviennent d'un plan de pérennisation Centre d'Expertise .	Date		Procès-verbal de la réunion du Comité de pilotage	MCA-M DG	Une fois	Dans l'Accord de Mise en œuvre, avant la 4ème année du compact. 30 juin 2020.
Résultat	Étude de la Demande Nationale pour les zones industrielles	La date d'approbation de l'Étude de la Demande Nationale sur les zones industrielles	Date		Procès-verbal de la réunion du Comité de pilotage	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Une fois	
Résultat	Zones industrielles développées	Nombre de nouvelles zones industrielles développées	Nombre	Développées, Revitalisées	Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	Une fois l'infrastructure hors site terminée, la zone sera comptée
Résultat	zones industrielles revitalisées	Nombre de zones industrielles revitalisées	Nombre		Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	Une fois l'infrastructure hors site terminée, la zone sera comptée
Résultat	Parcelles non valorisées récupérées dans les zones existantes	Nombre d'hectares de foncier non valorisées au départ qui sont récupérées, au niveau des zones existantes.	Hectares		Partenaire Privé pour le Développement des Zones	Centre d'Expertise	Trimestrielle	Ceci est seulement pour le foncier industriel revitalisé
Résultat	Parties prenantes formées	Nombre d'agents publics , d'autorités, de bénéficiaires du projet et de représentants du secteur privé recevant une formation sur le terrain ou une assistance technique en matière d'enregistrement, d'inspection, de résolution de litiges, d'affectation des terres, d'aménagement du territoire, de gestion foncière ou de nouvelles technologies.	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Rapports d'avancement de la mise en œuvre	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	

Résultat	Ressources externes mobilisées dans le cadre des Accords de Subvention.	Valeur totale des contributions provenant de financement des partenaires / cofinancements mobilisés pour le FONZID. Les partenaires comprennent des organisations du secteur privé et des organisations non gouvernementales. Le montant du cofinancement de tout Accord signé qui sera résilié sera retiré du montant total déclaré.	Dollars Américains		Accords de Subvention	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	
Résultat	Nombre d'hectares de zones industrielles (zones pilotes)	Nombre d'hectares de foncier industriel dans les zones pilotes	Hectares	Développées, Revitalisées	Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	
Résultat	Nombre d'hectares de zones industrielles subventionnées par le FONZID	Nombre d'hectares de zones industrielles subventionnées par le financement du FONZID	Hectares		Ministère de l'Industrie	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	Déterminé en fonction du moment où le foncier est disponible pour l'achat commercial.
Résultat	Nombre de zones industrielles bénéficiant d'une subvention par le FONZID	Nombre de zones industrielles bénéficiant d'une subvention par le FONZID	Nombre		Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	
Résultat	Nombre de projets subventionnés par le FONZID	Nombre de projets subventionnés par le FONZID	Nombre		Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	

ANNEXE II: TABLEAU DES SITUATIONS DE REFERENCE DES INDICATEURS ET CIBLES

Annexe II. 1: Tableau des situations de référence des indicateurs et cibles pour le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »

A. Activité «Développement de la formation professionnelle et de l'emploi»

A.1 Programme de la formation professionnelle

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Situation de référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cible à la Fin du Compact	Source/Notes
				(année)	Juillet-2017 à Juin -2018	Juillet-2018 à Juin -2019	Juillet-2019 à Juin -2020	Juillet-2020 à Juin -2021	Juillet-2021 à Juin -2022		
Résultat	Les réformes juridiques, financières et politiques adoptées	Nombre	Cumulatif	0					1	1	
Processus	Plan d'Action pour l'intégration du genre et l'inclusion sociale	Date	Date	N/A		30-sept-18				30-sept-18	
Résultat	Les nouveaux centres de formation professionnelle en PPP et les centres de formation professionnelle existants reconvertis en modèles dirigés par le secteur privé.	Nombre	Cumulatif	0				A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Nombre de formateurs formés	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Directeurs formés	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	

Processus	Pourcentage du Fonds Charaka déboursé.	Pourcentage	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	100	100	
Processus	Valeur des Accords de Subvention signés.	Dollars Américains	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Nombre des Accords de Subvention signés.	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Investissements du Fonds Charaka déboursés.	Dollars Américains	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	93 350 000	93 350 000	Cible:Le budget réservé à ce Fonds est de 103.72 millions de dollars US (\$73.72 M du financement du Compact et \$30M de la contribution marocaine). 10% de ce fonds (10.37 M) est réservé à l'administration et à la gestion du fond et le reste - \$93.35M – sera consacré aux subventions. - Gestionnaire du Fonds Charaka
Processus	Conception du nouveau modèle financier de la Formation Professionnelle.	Date	Date	N/A		30-sept-18				30-sept-18	
Processus	Valeur de Co-financement engagée par rapport aux fonds Charaka,	Dollars Américains	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	

Résultat	Diplômés des nouveaux centres de formation professionnelle	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	La cible sera définie après identification projet
----------	--	--------	-----------	---	--	--	--------------	--------------	--------------	--------------	---

A.2 Programme de l'emploi

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Situation de référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cible à la Fin du Compact	Situation de Référence/Cible Source/ Information Supplémentaire
				(année)	Juillet-2017 à Juin -2018	Juillet-2018 à Juin -2019	Juillet-2019 à Juin -2020	Juillet-2020 à Juin -2021	Juillet-2021 à Juin -2022		
Effet	Nombre de bénéficiaires employés après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Effet	Le nombre d'employés placés retenus dans un emploi	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Le nombre de Participants au programme de placement utilisant le financement basé sur les résultats	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Conception et outils de mise en œuvre d'un nouveau programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Date	Date			31-déc-18				31-déc-18	
Processus	Assistance technique portant sur développement de programmes d'emploi inclusif utilisant le financement basé sur les résultats.	Date	Date		31-mars-18					31-mars-18	
Processus	Plan d'Action détaillé de l'assistance technique à l'ANAPEC pour améliorer la gestion du programme TAEHIL	Date	Date			30-sept-18				30-sept-18	
Processus	Plan d'action de l'assistance technique relative à la promotion de l'équité genre en milieux professionnels	Date	Date		A déterminer					31-mars-18	
Résultat	Nombre de projets de recherche réalisées	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	

Processus	Nombre de propositions de recherche soumises	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Nombre de propositions de projets de recherche approuvées	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Attribution de l'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date	Date		30-sept-17					30-sept-17	
Processus	Plan d'action détaillé de l'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date	Date			30-sept-18				30-sept-18	

B. Activité «Education secondaire »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Situation de référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cible à la Fin du Compact	Situation de Référence/Cible Source/ Information Supplémentaire
				(année)	Juillet-2017 à Juin -2018	Juillet-2018 à Juin -2019	Juillet-2019 à Juin -2020	Juillet-2020 à Juin -2021	Juillet-2021 à Juin -2022		
MIAES											
Effet	Diplômés des activités d'éducation Secondaire soutenues par la MCC	Nombre	Cumulatif	0					26,906/An	26,906/An	Cible: Combinaison des deux indicateurs ci-dessous
Effet	Diplômés des activités de l'enseignement secondaire collégial soutenues par la MCC (Collèges)	Nombre	Cumulatif	0					17,937/An	17,937/An	Cible: Accord Compact Annexe III
Effet	Diplômés des activités de l'enseignement secondaire qualifiant soutenues par la MCC (Lycées)	Nombre	Cumulatif	0					8,969/An	8,969/An	Cible: Accord Compact Annexe III
Effet	Budget de l'établissement alloué pour les directeurs	Dirham	Niveau	A Déterminer					Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Budget d'établissement scolaire déboursé par les directeurs	Dirham	Niveau (Cumulatif)	A Déterminer					Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Élèves inscrits dans des établissements sélectionnés pour bénéficier des activités du Compact.	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	80 719	80 719	Cible: Accord Compact Annexe III
Résultat	Établissements scolaires construits ou réhabilités.	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	90	90	Cible: Accord Compact Annexe III
Résultat	Nombre d'établissements scolaires avec PEI approuvé	Nombre	Cumulatif	0	6	34	A Déterminer	90	90	90	Cible: La cible est actuellement fixée à 90, mais

											l'objectif peut varier entre 90 et 100 établissements scolaires
Résultat	Les Directeurs d'établissements scolaires formés	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	90	90	Cible: La cible est actuellement fixée à 90, mais l'objectif peut varier entre 90 et 100 établissements scolaires
Résultat	Nombre d'enseignants ayant participé aux formations (au moins une fois)	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	Cette cible devrait s'aligner avec le nombre d'enseignants formés
Résultat	Nombre d'enseignants formés	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Taux d'abandon	Pourcentage	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Taux de redoublement	Pourcentage	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Nombre d'établissements scolaires totalement équipés	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	90	Cible: La cible est actuellement fixée à 90, mais l'objectif peut varier entre 90 et 100 établissements scolaires
Résultat	Nombre d'établissements scolaires recevant du matériel	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	90	Idem

Processus	Valeur des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Dollars Américains	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Pourcentage des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Pourcentage	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Valeur déboursée des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Dollars Américains	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Fonds de Partenariat											
Résultat	Nombre d'activités parascolaires offertes	Nombre	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Nombre d'activités parascolaires offertes par le Fonds de Partenariat	Nombre	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Nombre d'élèves participants aux activités parascolaires offertes financées par le Fonds de Partenariat	Nombre	Cumulatif	0		A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Pourcentage d'élèves fréquentant les établissements scolaires bénéficiaires du programme qui pratiquent des activités parascolaires	Pourcentage	Cumulatif	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Valeur du cofinancement engagé dans le cadre du Fonds de Partenariat	MAD	Cumulatif	0					Pas de Cible	Pas de Cible	

Résultat	Nombre d'Accords de Partenariat signés	Nombre	Cumulatif	0					Pas de Cible	Pas de Cible	
Nouvelle Approche O&M											
Processus	Signature du contrat de maintenance	Date	Une fois		janv-18					janv-18	
Processus	Sélection du système d'Entretien et de Maintenance	Date	Une fois			déc-18				déc-18	
Résultat	Nombre d'établissements scolaires bénéficiant d'un nouveau Système d'Entretien et de Maintenance	Nombre	Cumulatif	0				Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
MASSAR/Evaluations des acquis											
Résultat	Évaluation nationale des acquis des élèves	Date	Date				déc-19		déc-19	déc-19	
Résultat	Évaluation internationale des acquis des élèves	Date	Date				déc-19		déc-19	déc-19	
Résultat	Améliorations du Système de Gestion de l'informations de l'enseignement (SGIE).	Date	Date						A Déterminer	A Déterminer	

Annexe II. 2: Tableau des situations de référence des indicateurs et cibles pour le projet «productivité du foncier»

A. Activité «Gouvernance du foncier»

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Situation de référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cible à la Fin du Compact	Situation de Référence/Cible Source/ Information Supplémentaire
				(année)	Juillet-2017 à Juin -2018	Juillet-2018 à Juin -2019	Juillet-2019 à Juin -2020	Juillet-2020 à Juin -2021	Juillet-2021 à Juin -2022		
Effet	Nombre de titres fonciers établis suite aux opérations d'immatriculation	Nombre	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Nombre de titres fonciers (National)	Nombre	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Le nombre moyen de jours qu'il faut pour immatriculer un bien selon la procédure normale d'immatriculation	Jours	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	La variation en pourcentage du délai nécessaire à l'immaturation d'un bien (pour la 1 ^{ère} fois) selon la procédure normale	Pourcentage	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Délai d'inscription des transactions foncières	Jours	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Nombre d'étapes pour les transactions foncières d'immatriculation	Nombre	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Nombre d'étapes pour les transactions foncières d'inscription	Nombre	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	

Effet	Nombre d'oppositions transmises aux tribunaux (National)	Nombre	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Nombre d'oppositions résolues au niveau des tribunaux	Nombre	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Effet	Le rapport de la superficie immatriculée rapportée à la superficie totale du Maroc.	Pourcentage	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Réformes législatives et réglementaires adoptées	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	Une fois la stratégie foncière nationale définie, nous aurons une cible
Résultat	Actions prioritaires de la stratégie foncière nationale qui sont réalisées	Nombre	Cumulatif	0				A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Processus	Assistance technique engagée	Date	Date		30-Mar-18					30-Mar-18	
Processus	Dialogues régionaux organisés	Nombre	Cumulatif	0		1	6	6	6	6	
Résultat	Parties prenantes présentes aux dialogues régionaux.	Nombre	Cumulatif	0		Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Processus	Adoption formelle de la Stratégie Foncière Nationale et de son Plan d'Action.	Date	Date				30-Jun-20			30-Jun-20	
Processus	Assises Nationales sur le Foncier	Date	Date				30-Sep-19			30-Sep-19	
Processus	Nombre de réunions de la commission ministérielle permanente de la politique foncière	Nombre	Niveau	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	

Processus	Nombre de réunions du secrétariat de la commission ministérielle permanente de la politique foncière (commission technique)	Nombre	Niveau	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
-----------	---	--------	--------	---	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--

B. Activité «Foncier rural»

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Situation de référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cible à la Fin du Compact	Situations de Référence/Cible Source/ Information Supplémentaire
				(année)	Juillet-2017 à Juin -2018	Juillet-2018 à Juin -2019	Juillet-2019 à Juin -2020	Juillet-2020 à Juin -2021	Juillet-2021 à Juin -2022		
Effet	La variation en pourcentage du délai d'achèvement de transactions foncière	Pourcentage	Niveau	A Déterminer			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	Source de la Situation de référence : Provient d'une enquête sur les 36 000 HA actuels. Les données de suivi proviendront du consultant
Résultat	Nombre d'étapes pour obtenir un titre foncier dans le cadre de la melkisation	Nombre	Niveau	A Déterminer			A Déterminer			A Déterminer	
Effet	Rendement annuel moyen des cultures par hectare	Kilogramme	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Situation de référence: L'étude des données est-elle effectuée par Amezian pour MCC?
Effet	Revenu moyen par HA de terres agricoles	MAD per HA	Niveau	A Déterminer	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	

Effet	Investissement dans les intrants agricoles	MAR Dirham	Niveau	Situation de Référence de la campagne 2016-17 (de septembre 2016 à août 2017). De la Situation de données	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	Ministère de L'Agriculture
Effet	Nombre de litiges sur les terres en cours de mélikisation	Nombre	Niveau	A Déterminer			Pas de Cible	Pas de Cible	0	0	
Effet	litiges résolus à l'amiable	Nombre	Niveau	0			Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Parcelles corrigées ou incorporées dans le système foncier	Parcelles	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Arrêté conjoint d'attribution des parcelles aux ayants droits	Nombre	Cumulatif	0					A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Droits fonciers formalisés	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	La surface moyenne d'une parcelle	m2	Niveau	A Déterminer				A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Nombre d'ayants droit ayant obtenu un titre foncier	Nombre	Cumulatif	0				A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Nombre de titres fonciers délivrés par voir de Melkisation	Nombre	Cumulatif	0				A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Nombre de titre de collectifs assainis	Nombre	Cumulatif	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Adoption par le gouvernement des mesures requises par	Date	Date		juin-18					juin-18	

	la procédure de Mélkisation optimisée										
Processus	Nombre de réunions du Comité de Pilotage tenues	Nombre	Niveau (Cumulatif)		Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Processus	Assistance technique engagée	Date	Date			A Déterminer				A Déterminer	
Processus	Établissement et adoption de l'Arrêté de lotissement	Date	Date				30-Jun-20			30-Jun-20	
Processus	Achèvement du recensement des ménages et des parcelles	Date	Date			A Déterminer				A Déterminer	

C.Activité «Foncier industriel »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Situation de référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cible à la Fin du Compact	Situation de Référence/Cible Source/ Information Supplémentaire
				(année)	Juillet-2017 à Juin -2018	Juillet-2018 à Juin -2019	Juillet-2019 à Juin -2020	Juillet-2020 à Juin -2021	Juillet-2021 à Juin -2022		
Effet	Montant des financements privés mobilisés par des PPP	Dollars Américains	Cumulatif	0					Pas de Cible	Pas de Cible	
Processus	Pourcentage de déboursement du budget de l'activité foncier industriel	Pourcentage	Niveau	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	100	100	
Processus	Montant des ressources engagés au titre de l'activité foncier industriel pour chaque activité	Dollars Américains	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	127 000 000	127 000 000	127 000 000	127 000 000	
Processus	Montant du budget décaissé au titre de l'activité foncier industriel	Dollars Américains	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	127 000 000	127 000 000	
Résultat	Emplois temporaires générés	Nombre	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Processus	Création du Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (CEDFI)	Date	Date		31-mars-18					31-mars-18	
Processus	Accord sur le plan de pérennisation du Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (CEDFI)	Date	Date					A Déterminer		A Déterminer	
Résultat	Étude de la Demande Nationale pour les zones industrielles	Date	Date				31-déc-19			31-déc-19	

Résultat	Zones industrielles développées	Nombre	Cumulatif	0				1	1	1	
Résultat	zones industrielles revitalisées	Nombre	Cumulatif	0				2	2	2	
Résultat	Parcelles non valorisées récupérées dans les zones existantes	Hectares	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Parties prenantes formées	Nombre	Cumulatif	0	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	
Résultat	Ressources externes mobilisées dans le cadre des Accords de Subvention.	US dollars	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Nombre d'hectares de zones industrielles (zones pilotes)	Hectares	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Nombre d'hectares de zones industrielles subventionnées par le FONZID	Hectares	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Nombre de zones industrielles bénéficiant d'une subvention par le FONZID	Nombre	Cumulatif	0	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	Pas de Cible	
Résultat	Nombre de projets subventionnés par le FONZID	Nombre	Cumulatif	0			A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	A Déterminer	

ANNEXE III: MODIFICATIONS APPORTEES AU PLAN S&E

Version 1 – Décembre 2017

3.1 Modifications au Plan S&E

Les changements suivants sont survenus dans le cadre de suivi et d'évaluation depuis la signature du Compact en novembre 2015 :

- Les descriptions des Projets d'Éducation et Formation pour l'Employabilité et de la Productivité du Foncier ont été mises à jour pour refléter le progrès réalisé par le développement du Compact à ce jour
 - Les cadres logiques du Compact et des Projets ont été mis à jour pour refléter les changements apportés aux descriptions de projets et s'aligner sur les projets en cours¹².
 - Le statut des évaluations indépendantes a été ajouté pour refléter les évaluations actuelles et prévues.
- **Changements d'Indicateurs :**
 - **Education and Training for Employability Project**

<i>Educational facilities constructed or rehabilitated</i>		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Secondary Education	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Name Change from “# of schools with completed physical rehabilitations” to “ <i>Educational facilities constructed or rehabilitated.</i> ”

¹²Vous trouverez ci-dessous les cadres logiques précédents du programme Compact et des Projets.

Number of schools with approved School Improvement Plans		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Secondary Education	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Name Change from “# of schools with approved School Improvement Plans ” to “Number of schools with approved School Improvement Plans”
School administrators trained		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Secondary Education	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Definition Change from “The number of school administrators who complete Compact-Supported training focused on supporting teachers in implementing improved management techniques ” to “The number of school Directors who complete Compact-Supported training focused on supporting teachers in implementing improved management techniques”
Number of partnership agreements signed		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Secondary Education	
Sub-Activity:		

30 October 2017	Change Description:	Name Change from “Number of Partnerships” to “ <i>Number of partnership agreements signed</i> ”
30 October 2017	Change Description:	Definition Change from “Number of Partnerships signed with the private sector in Compact-participant secondary Education Activity” to “ <i>Number of partnership agreements signed by MCA-Morocco. Any signed partnership agreements that are terminated will be removed from the total figure reported.</i> ”
<i>National learning assessments</i>		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Secondary Education	
Sub-Activity:		
	Change Description:	Definition Change from “Date on which full national assessments reporting cycle is completed” to “ <i>Date on which full national assessments (PNEA) reporting cycle is completed</i> ”
<i>Teachers receiving training in improved pedagogical methods</i>		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Workforce Development	
Sub-Activity:	TVET	
30 October 2017	Change Description:	Name Change “ <i>Teachers trained in pedagogical innovation</i> ” to “ <i>Teachers receiving training in improved pedagogical methods</i> ”

New Public Private Partnership (PPP) TVET Centers and Existing TVET centers transformed to more Private Sector-linked models		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Workforce Development	
Sub-Activity:	TVET	
30 October 2017	Change Description:	Name Change from “Existing TVET Centers transformed to more Private Sector-linked models” to “New Public Private Partnership (PPP) TVET Centers and Existing TVET centers transformed to more Private Sector-linked models”
30 October 2017	Change Description:	Definition change from “The number of new, Compact-supported TVET Centers which are operational and have officially enrolled students in classes ” to “The number of new and existing TVET Centers, Compact-supported TVET centers which are operational and have officially enrolled students in classes”
New PPP TVET Centers		
Project:	Education and Training for Employability	
Activity:	Workforce Development	
Sub-Activity:	TVET	
30 October 2017	Change Description:	Retiring Indicator
	Justification:	Indicator has been added which is superior in measuring same variable

	Justification Description:	This is indicator was retired as it was integrated to; New Public Private Partnership (PPP) TVET Centers and Existing TVET centers transformed to more Private Sector-linked models
--	-----------------------------------	---

- **Land Productivity Project:**

Land Rights Formalized		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Rural land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Name Change from “Land Rights formalized (households)” to “ <i>Land Rights Formalized</i> ”
Land Rights formalized (hectares)		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Rural land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Retire
	Justification:	Indicator that has been added which is superior in measuring same variable
	Justification Description:	This indicator was retired and replaced by “The average surface area for a parcel”. The new indicator allows understanding of the size of each titled parcel.
The average surface area for a parcel		
Project:	Land Productivity Project	

Activity:	Rural land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Add new Indicator
	Justification:	New issues emerged, suggesting importance of a new indicator
	Justification Description:	This indicator replaces “Land Rights formalized (hectares)”.
<i>Formal adoption of the National Land Strategy and action plan</i>		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Governance	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Name Change from “Development and adoption of a national land strategy” to “ <i>Formal adoption of the National Land Strategy and action plan</i> ”
30 October 2017	Change Description:	Definition Change from “Date on which a national land strategy is formally adopted by the Government” to “ <i>Date on which a national land strategy and action plan are formally adopted by the Government</i> ”
<i>Amount of financing leveraged through PPPs</i>		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		

30 October 2017	Change Description:	Definition change from “ <i>Total non-MCC, non-Government financing invested in industrial zones through PPPs.</i> ” to “ <i>Total non-MCC, non-Government financing invested in industrial zones through PPPs. This indicator is only for the three demonstration sites</i> ”
USD invested in Activity Parks		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Retire Indicator
	Justification:	Indicator has been added which is superior in measuring same variable
	Justification Description:	This indicator was replaced by “Percentage of Center of Expertise funds disbursed” and “Amount of Center of Expertise funds disbursed”
Percentage of Center of Expertise funds disbursed		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Add new Indicator
	Justification:	New issues emerged, suggesting importance of a new indicator

	Justification Description:	This indicator replaces “ <i>USD invested in Activity Parks</i> ”.
Amount of Center of Expertise funds disbursed		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Add new Indicator
	Justification:	New issues emerged, suggesting importance of a new indicator
	Justification Description:	This indicator replaces ““ <i>USD invested in Activity Parks</i> ””.
<i>Industrial Land developed</i>		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Retire Indictor
	Justification:	Indicator has been added which is superior in measuring same variable
	Justification Description:	This indictor was replaced by “Number of hectares of industrial zones (Pilot Site)” and “Number Hectares of industrial zones supported by FONZID”
Number of hectares of industrial zones (Pilot Site)		
Project:	Land Productivity Project	

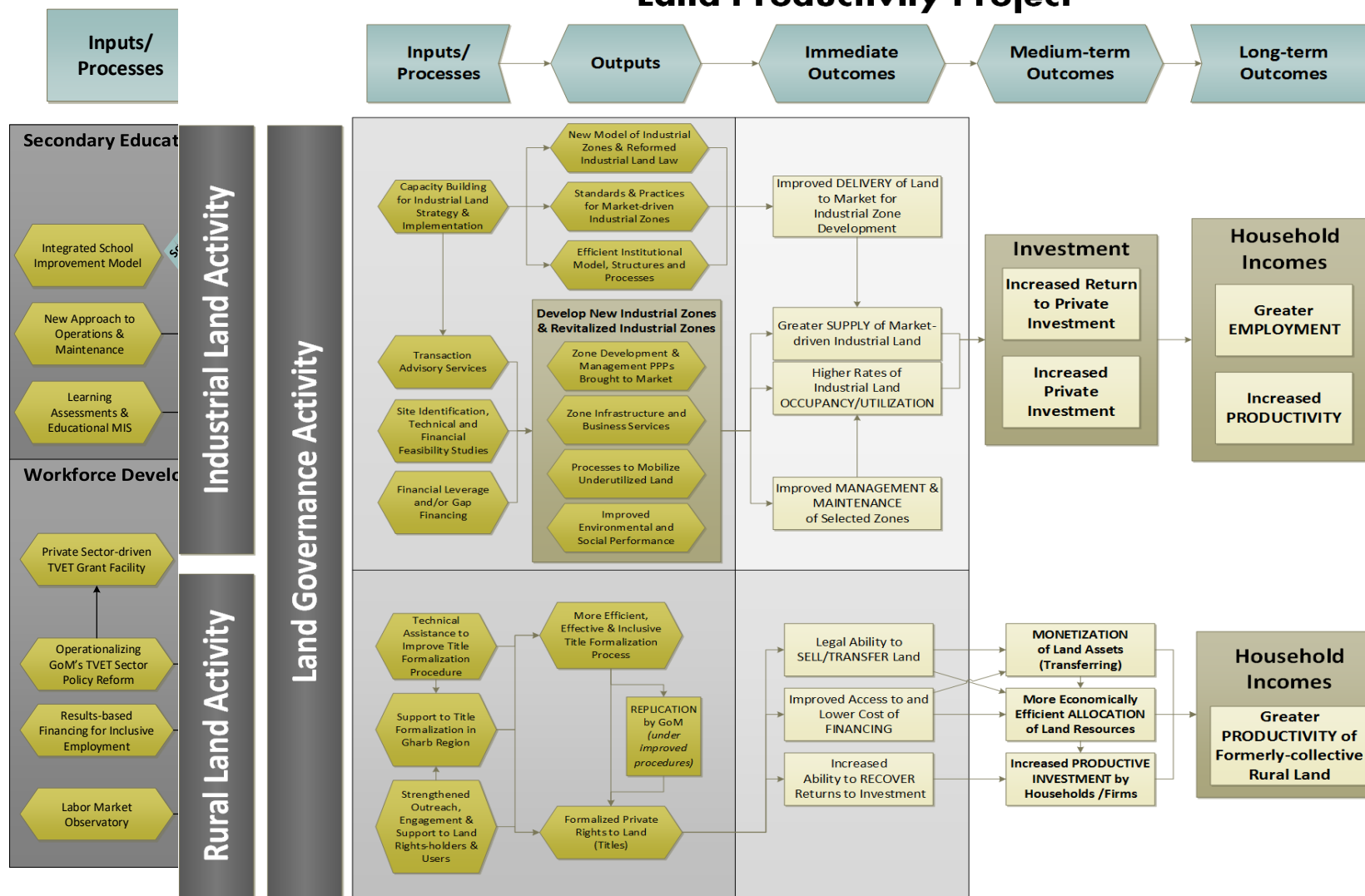
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Add new Indicator
	Justification:	New issues emerged, suggesting importance of a new indicator
	Justification Description:	This indicator replaces “ <i>Industrial Land developed</i> ”.
Number Hectares of industrial zones supported by FONZID		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		
30 October 2017	Change Description:	Add new Indicator
	Justification:	New issues emerged, suggesting importance of a new indicator
	Justification Description:	This indicator replaces “ <i>Industrial Land developed</i> ”.
<i>Number of new industrial zones developed</i>		
Project:	Land Productivity Project	
Activity:	Industrial Land	
Sub-Activity:		

30 October 2017	Change Description:	Name change from “ <i>Number of new industrial parks developed.</i> ” to “ <i>Number of new industrial zones developed</i> ”					
30 October 2017	Change Description:	Definition change from “ <i>Industrial parks developed utilizing a market-driven approach.</i> ” to “ <i>Industrial zones developed utilizing a market-driven approach</i> ”					
<i>Creation of Center of Expertise for Industrial Land Development (CEILD)</i>							
Project:	Land Productivity Project						
Activity:	Industrial Land						
Sub-Activity:							
30 October 2017	Change Description:	Name change from “ <i>Official creation of the CEILD</i> ” to “ <i>Creation of Center of Expertise for Industrial Land Development (CEILD)</i> ”					
30 October 2017	Change Description:	Definition change from “ <i>Date on which the CEILD is created</i> ” to “ <i>Date on which the CEILD is operational and functional. (Majority of staffing are hired and the CEILD is in its office space)</i> ”					
30-Jan-13	Change Description:	Target Modification					
		Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5	End of Compact
	Revised Targets		31 March 2018				31 March 2018

	Previous Targets	EIF					EIF
	Justification:	Work Plan Update					
	Justification Description:	The target was modified to reflect the timeline for the CEILD to have a majority of its staff and to be in its office space.					
Agreement on plan for sustainability of Center of Expertise for Industrial Land Development (CEILD)							
Project:	Land Productivity Project						
Activity:	Industrial Land						
Sub-Activity:							
30 October 2017	Change Description:	Name change from “Agreement on plan for sustainability of CEILD” to “Agreement on plan for sustainability of Center of Expertise for Industrial Land Development (CEILD)”					

- Previous Program Logics:

Education & Training For Employability Land Productivity Project



ANNEXE IV :INDICATEURS POST-COMPACT ET D'EVALUATION

Version 1 – Décembre 2017

Si un bon suivi du Programme est nécessaire pour la gestion du Programme, il ne suffit pas pour évaluer les résultats finaux. La MCC préconise donc l'utilisation de différents types d'évaluations en tant qu'outils complémentaires pour mieux comprendre l'efficacité de ses Programmes. Les indicateurs listés dans les tableaux ci-dessous représentent les effets à moyen et à long terme du projet Éducation et Formation pour l'employabilité et le projet de Productivité du Foncier. Ces tableaux seront étendus tout au long du Compact¹³.

¹³Les indicateurs énumérés ci-dessous proviennent de l'Annexe III de l'Accord Compact.

Secondary Education

Result Statement	Indicator Level	Indicator Name	Definition	Unit	Baseline	Target	Target Date
	Outcome	Student learning outcomes	Specific evaluation strategies will be employed to track improvements in student learning outcomes on the PNEA (National Assessments) and other relevant learning assessments, including measures of soft skills	Number	TBD	.2 SD increase	Year 10
	Outcome	Percentage of high school graduates who enter tertiary studies	The number of 12th grade students who are placed in a tertiary program divided by the number of 12th grade students who take the 12th grade exit exam	Percentage	N/A	N/A	N/A
	Outcome	Average length of unemployment after graduation	Measure of the time, on average, it takes graduates of secondary school to find full-time employment (among those who do not pursue tertiary education)	Number	TBD	TBD	TBD
	Outcome	Transition rate from 9th to 10th grade (Tanger-Tetouan)	The number of students who enter 10th grade divided by number of students who completed 9th grade	Percentage	TBD	5% Increase	TBD
	Outcome	Percentage of 10th grade entrants who graduate from 12th grade (Tanger-Tetouan)	The number of 12th grade students who take and pass the 11th-12th grade exit examinations in math and science, divided by the number of 10th grade entrants in same cohort	Percentage	TBD	5% Increase	TBD

	Outcome	Time spent studying in and out of school	Observation-Based and/or self-reported measurements of time on task in the classroom and time spent on schoolwork outside the classroom	Number	TBD	N/A	N/A
	Outcome	Improved maintenance practices	Evaluation of the degree to which Compact-funded secondary schools implement more cost-effective maintenance practices	Number	TBD	TBD	TBD

Work Force Development

Result Statement	Indicator Level	Indicator Name	Definition	Unit	Baseline	Target	Target Date
	Outcome	Employment rate of graduates of Compact supported programs	Average post-graduation employment rate of graduates of Compact supported grantee programs with respect to comparable TVET institutions (one year after graduation)	Percentage	54.4	69.4	TBD
	Outcome	Employment rate of graduates of Compact supported programs (female)	Average post-graduation employment rate of female graduates of Compact supported grantee programs with respect to comparable TVET institutions (one year after graduation)	Number	TBD	TBD	TBD

	Outcome	Results-Based financing mechanisms for improved employment outcomes	The number of results Based financing mechanisms which target improved labor market outcomes for disadvantaged groups, such as at-risk, unemployed youth or unemployed or economically inactive women	Number	TBD	TBD	TBD
	Outcome	Wage differential of graduates of Compact supported grantee programs	Average wage premium of graduates of Compact supported grantee programs compared to average wage of students graduating from a comparable public institution (one year after graduation)	Number	0	29.7% Increase	Year 5

Rural Land

Result Statement	Indicator Level	Indicator Name	Definition	Unit	Baseline	Target	Target Date
	Outcome	Increase in investment in targeted rural land	Increase in farm related investment per hectare	Percentage	TBD ¹⁴	21% increase ¹⁵	Year 10
	Outcome	Increase in agricultural productivity in	Change in returns to land (e.g. crop and livestock production) as a result of Compact investments	Percentage	TBD ¹⁶	145% increase ¹⁷	Year 10

¹⁴Baseline value is expected to be established by quarter 2 of Compact year 2

¹⁵ No change is expected as of Compact year 5, as changes in investment are expected to occur after the Compact Term. Target for Compact year 10 is drawn from 2015 economic modelling survey.

¹⁶Baseline value is expected to be established in Compact year 2

¹⁷ No change is expected as of Compact year 5, as changes in investment are expected to occur after the Compact Term. Target for Compact year 10 is drawn from 2015 economic modelling survey

		targeted rural land					
--	--	---------------------	--	--	--	--	--

Industrial Land

Result Statement	Indicator Level	Indicator Name	Definition	Unit	Baseline	Target	Target Date
	Outcome	Utilization rates within Compact supported industrial zones	Percentage of hectares in Compact-- supported zones, which visibly demonstrate economic activity (Active Ha/Total Ha)	Percentage	0	80	Year 12
	Outcome	Jobs in Compact supported industrial zones ¹⁸	Number of jobs in enterprises in Compact zones, measured as the number of full-time employees in addition to the number of employees at the time of installation/rehabilitation in the zone.	Number		TBD	TBD

¹⁸ While increases in jobs will not be fully attributed to Project interventions, tracking growth in employment is meant as a partial proxy of the general health of firms located in Activity-supported zones.